

# **CHAPTER S-10**

# **CHAPITRE S-10**

# Social Services and Education Tax Act

# Loi sur la taxe pour les services sociaux et l'éducation

# Chapter Outline

# Sommaire

Definitions	Définitions	
Commissioner — commissaire	commissaire — Commissioner	
computer software — logiciel d'ordinateur	consommateur — consumer	
consumer — consommateur	consommation et utilisation — consumption and use	
consumption and use — consommation et utilisation	distribution publicitaire — promotional distribution	
fair value — juste valeur	fait des affaires dans la province — carries on business in the	
goods — marchandises	Province	
inspector — inspecteur	inspecteur — inspector	
Minister — Ministre	juste valeur — fair value	
person — personne	logiciel d'ordinateur — computer software	
promotional distribution — distribution publicitaire	marchandises — goods	
promotional distributor — agent de distribution publicitaire	Ministre — Minister	
purchaser — acheteur	personne — person	
retail sale — vente au détail	services — services	
sale — vente	taxe — tax	
services — services	vendeur — vendor	
tax — taxe	vente — sale	
vendor — vendeur	vente au détail — retail sale	
Crown bound by Act	La Couronne est liée par la Loi	
ADMINISTRATION	APPLICATION	
Administration	Application de la Loi	
Repealed	Abrogé	
Powers of Commissioner	Pouvoirs du Commissaire	
Repealed	Abrogé	
IMPOSITION OF TAX	IMPOSITION DE LA TAXE	
Rate of tax	Taux de la taxe	
Tax respecting retail sales	Taxe concernant les ventes au détail	
Determination of fair value of goods or services	Fixation de la juste valeur des marchandises ou services	
Computation to nearest cent	Arrondissement au cent le plus rapproché	
Computation on each purchase	Calcul sur chaque achat	
Application of subsection 6(2)	Mise en application du paragraphe 6(2)	
Goods purchased before June 1, 1985	Marchandises achetées avant le 1 <sup>er</sup> juin 1985	

Goods leased or rented	Marchandises cédées à bail ou louées		
When tax payable	Moment où la taxe est payable		
Goods delivered from outside province8(2), (2.1), (2.11), (2.12)	Marchandises livrées dans la province8(2), (2.1), (2.11), (2.12)		
Provision of goods to persons in the Province by promotional	Fourniture de marchandises par des agents de distribution		
distributors	publicitaire à des personnes dans la province		
Repealed	Abrogé		
Repealed	Abrogé		
Collection of tax by enforcement agents	Perception de taxe par les agents d'exécution		
Withholding of payment under contract	Rétention sur les versements en vertu du contrat		
Repealed	Abrogé		
DEPOSIT	DÉPÔTS		
Deposit	Dépôts		
Exception to section 10	Exception à l'article 10		
	EXONÉRATIONS		
EXEMPTIONS			
Exemptions from tax	Exonérations de la taxe		
Apportionment of tax	Répartition de la juste valeur des marchandises		
	Droit à verser pour enregistrement et renouvellement		
Registration and renewal fee	d'enregistrement		
Repealed	Abrogé		
	Exonération des marchandises reçues par voie de distribution		
Exemption on goods provided by promotional distribution11.2	publicitaire		
Exemptions from tax	Exonérations de la taxe		
REGISTRATION	IMMATRICULATION		
Registration certificate	Certificat d'immatriculation		
Exemption from registration	Exonération d'immatriculation		
Collection of tax by non-vendors	Perception de la taxe par des non-vendeurs		
Application for registration certificate	Demande d'un certificat d'immatriculation		
Non-transferability of registration certificate	Incessibilité d'un certificat d'immatriculation		
Suspension, cancellation and reinstatement of registration	Suspension, annulation et revalidation d'un certificat		
certificate	d'immatriculation		
Necessity to obtain registration certificate	Obtention du certificat d'immatriculation		
Action for restraint of violation	Action pour faire cesser une infraction		
	Immatriculation lorsque les marchandises sont utilisées ou		
Registration where goods used or consumed frequently or	Immatriculation lorsque les marchandises sont utilisées ou consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de		
Registration where goods used or consumed frequently or substantially outside the Province.	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   Repealed. .22	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS .22	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19   Abrogé. .19   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .23   Repealed. .24	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .23   Abrogé. .24		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .25   Repealed. .25	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .25   Abrogé. .25		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .25   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL   Repealed. .27	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL   Repealed. .27   Repealed. .28	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .27   Abrogé. .28		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL   Repealed. .27   Repealed. .28   Repealed. .29	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .29		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL   Repealed. .27   Repealed. .28   Repealed. .29   Repealed. .30	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .29   Abrogé. .30		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL   Repealed. .27   Repealed. .28   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .30   Repealed. .31	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .30   Abrogé. .30   Abrogé. .31		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS .22   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .27   Repealed. .28   Repealed. .29   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .31   Repealed. .32	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .31   Abrogé. .31   Abrogé. .31   Abrogé. .32		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS .22   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .27   Repealed. .29   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .31   Repealed. .32   Repealed. .32   Repealed. .32   Repealed. .32   Repealed. .33   Repealed. .33	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   Abrogé. .23   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .32   Abrogé. .33   Abrogé. .33		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS .22   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .27   Repealed. .29   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .32   Repealed. .32   Repealed. .32   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed.	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   Abrogé. .23   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .33   Abrogé. .33   Abrogé. .33   Abrogé. .33   Abrogé. .33   Abrogé. .33		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .26   Repealed. .27   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .32   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .34   Repealed. .34   Repealed. .34   Repealed. .35	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19.1   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .33   Abrogé. .34   Abrogé. .34   Abrogé. .34   Abrogé. .35		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .28   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .32   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .34   Repealed. .35   Repealed. .35   Repealed. .36	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19   Abrogé. .19   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24.1   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .27   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .33   Abrogé. .34   Abrogé. .35   Abrogé. .35   Abrogé. .35   Abrogé. .36		
substantially outside the Province. 15.2   COLLECTION   Tax collection by vendor. .16   Vendor to be agent for collection. .17   When tax collected. .18   Repealed. .19   Repealed. .19   Repealed. .20   Repealed. .21   Repealed. .22   RETURNS   Repealed. .23   Repealed. .24   Information to be given by non-vendor. .24.1   Repealed. .25   Repealed. .26   APPEAL .26   Repealed. .27   Repealed. .29   Repealed. .30   Repealed. .31   Repealed. .32   Repealed. .33   Repealed. .33   Repealed. .34   Repealed. .34   Repealed. .34   Repealed. .35	consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province. .15.2   PERCEPTION   Perception de la taxe par un vendeur. .16   Le vendeur est représentant pour la perception. .17   Époque de versement de la taxe. .18   Abrogé. .19   Abrogé. .19   Abrogé. .20   Abrogé. .21   Abrogé. .22   DÉCLARATIONS   Abrogé. .23   Abrogé. .24   Renseignements à fournir par les non-vendeurs. .24   Abrogé. .25   Abrogé. .26   APPELS   Abrogé. .28   Abrogé. .29   Abrogé. .30   Abrogé. .31   Abrogé. .32   Abrogé. .33   Abrogé. .34   Abrogé. .34   Abrogé. .34   Abrogé. .34   Abrogé. .35		

RECOVERY OF TAX, ETC.	RECOUVREMENT DE LA TAXE, ETC.
Repealed	Abrogé
Repealed	Abrogé
Repealed	Abrogé
INSPECTION	INSPECTION
Repealed	Abrogé
Repealed	Abrogé
OFFENCES AND PENALTIES	INFRACTIONS ET PEINES
Offence respecting false statement	Infraction concernant une fausse déclaration
Offences generally	Infractions
Repealed	Abrogé
Voluntary payment	Paiement volontaire
Repealed	Abrogé
Certificate as evidence	Certificat en preuve
Order for payment	Ordre de paiement
Limitation period	Délai de prescription
GENERAL	DISPOSÎTIONS GÉNÉRALES
Prohibitions respecting tax	Interdictions relatives à la taxe
Repealed	Abrogé
Tax paid into Consolidated Fund	Taxe versée au Fonds consolidé
Offences and penalties respecting corporations	Infractions et peines visant les corporations
Power of Minister to enter into agreements with a territory or	Pouvoir du Ministre de conclure des ententes avec un
another province	territoire ou une autre province
Regulations	Règlements
SCHEDULE A	ANNEXE A

## 1 In this Act

"accommodation" Repealed: 1993, c.35, s.1.

"carries on business in the Province" in relation to a person includes the carrying on of activities in the Province on behalf of the person by an employee, agent or other representative of the person for the purpose of promoting the sale or use of the person's products or services in the Province:

"Commissioner" means the Provincial Tax Commissioner provided for under the *Revenue Administration Act*:

"computer software" means packaged or prewritten computer software programs that are designed for general application, or the right to use those programs, and in-

#### 1 Dans la présente Loi

« acheteur » désigne un consommateur qui achète des marchandises au cours d'une vente au détail dans la province et s'entend également

- a) d'un agent de distribution publicitaire dans la mesure où la juste valeur des marchandises fournies par voie de distribution publicitaire est supérieure au prix qu'il en reçoit de l'acquéreur, et
- b) d'une personne qui achète des services;

« agent de distribution publicitaire » désigne toute personne qui, par voie de distribution publicitaire, fournit ou fait parvenir à une personne dans la province des marchandises sans lui en demander la juste valeur ni en exiger le paiement complet; cludes modifications to those programs and modifications of those programs but does not include a computer software program that is designed and developed solely to meet the specific requirements of the purchaser;

"consumer" means a person who

- (a) utilizes or intends to utilize within the Province goods for his own consumption, or for the consumption of any other person at his expense, or
- (b) utilizes or intends to utilize within the Province goods on behalf of or as the agent for a principal, who desired or desires to so utilize such goods for consumption by the principal or by any other person at the expense of the principal;

"consumption" and "use" includes the provision by way of promotional distribution of any goods and the incorporation into any structure, building or fixture, of goods including those manufactured by the consumer or further processed or otherwise improved by him;

"fair value" includes

- (a) the price for which the goods or services were purchased including the value in terms of Canadian money of services rendered and things exchanged and other considerations accepted by the vendor or person from whom the property passed, as the price or on account of the price of the goods or services purchased,
- (a.1) in relation to recreational service provided by bowling and lawn bowling facilities, curling clubs, golf clubs, racquet clubs, ski hills and private gymnasiums, the cost of or fees or charges for membership or the use of facilities or equipment, but not including the cost of or fees or charges for fully redeemable shares, bonds, debentures or other securities that do not provide membership or a right to the use of facilities or equipment,
- (b) the cost of or charges for customs, excise, transportation and all Federal taxes, whether or not such are shown separately in the vendor's books or on any invoice,
- (c) the cost of installation where the contract under which the goods were acquired provides for the acquisition of goods and their installation for one consideration,
- (d) the cost, including materials, labour, manufacturing overhead and Federal Sales Tax of goods produced

« commissaire » désigne le Commissaire de l'impôt provincial prévu à la *Loi sur l'administration du revenu*;

- « consommateur » désigne une personne
- a) qui utilise ou se propose d'utiliser des marchandises pour sa propre consommation, ou pour la consommation de toute autre personne à ses propres frais dans la province, ou
- b) qui utilise ou se propose d'utiliser des marchandises dans la province pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désirait ou désire ainsi utiliser ces marchandises aux fins de consommation par le commettant ou par toute autre personne aux frais de ce dernier;
- « consommation » et « utilisation » comprennent la fourniture de marchandises par voie de distribution publicitaire et leur incorporation dans une structure, un bâtiment ou un agencement, notamment les marchandises qui sont fabriquées par le consommateur, ou que ce dernier transforme ou améliore de quelque façon;
- « distribution publicitaire » désigne la fourniture de marchandises par une personne à une autre personne, à l'exception de celles que le Ministre soustrait à l'application du présent alinéa parce qu'elles ne concernent, selon lui, que ce qui suit;
  - *a)* la présentation, la provocation ou la stimulation de l'achat, de la consommation ou de l'utilisation de marchandises, de services ou de biens de toutes sortes;
  - b) la fourniture de répertoires, de listes ou de recueils de noms, de lieux, de prix, de services, de marchandises, d'établissements ou d'usagers d'un service; ou
  - c) une fonction, une utilisation ou un usage qualifiés de distribution publicitaire par règlement;
- « fait des affaires dans la province » relativement à une personne, s'entend également de la poursuite d'activités dans la province au nom de la personne par un employé, agent ou autre représentant de la personne aux fins de promouvoir la vente ou l'utilisation des produits ou services de la personne dans la province;
- « inspecteur » désigne un inspecteur prévu à la *Loi sur l'administration du revenu*;
  - « juste valeur » comprend

by the vendor or person for his own consumption or use, and

(e) the tax under section 3 of the *Tobacco Tax Act*;

"goods" includes chattels personal other than things in action and, except when used in paragraph 11(o), (o.1) or (q), includes

- (a) accommodation,
- (b) telecommunication service,
- (c) computer software,
- (d) dry-cleaning and laundry service, and
- (e) recreational service provided by bowling and lawn bowling facilities, curling clubs, golf clubs, racquet clubs, ski hills and private gymnasiums;

"inspector" means an inspector provided for under the *Revenue Administration Act*;

"Minister" means the Minister of Finance;

"person" in addition to the meaning ascribed to it by the *Interpretation Act*, includes a municipality, local service district, rural community under the *Municipalities Act* and any board, commission, committee or authority established for public or local purposes;

"promotional distribution" means the provision by any person to others of any goods other than the provision thereof that is prescribed by the Minister to be excluded from the application of this paragraph that is, in the opinion of the Minister, provided for anyone or any of the following:

- (a) to describe, or to promote or encourage, the purchase, consumption or use of, any goods, wares, services or property of any kind,
- (b) to furnish to any person any directory, listing or compilation of persons, places, prices, services, commodities, places of business or users of any service, or
- (c) for any function, use or purpose prescribed by regulation to be promotional distribution;

"promotional distributor" means any person who, by way of promotional distribution, provides or causes to be provided to any person in the Province any goods the full

- a) le prix d'achat des marchandises ou services, y compris la valeur en argent canadien des services rendus, des objets échangés et de toute autre contrepartie acceptée, par le vendeur ou par la personne de qui provient le bien, comme prix des marchandises ou services achetés ou comme acompte sur ce prix,
- a.1) les coûts, les frais ou les droits relatifs aux services de loisir et perçus pour les cartes de membres ou l'utilisation des installations ou de l'équipement de loisir fournis par les installations de quilles et de pétanques, les clubs de curling, les clubs de golf, les clubs de raquette, les centres de ski et les centres d'entraînement sportifs privés mais ne comprend pas les coûts, les frais ou les droits relatifs à des actions entièrement rachetables, des obligations entièrement remboursables par anticipation, des débentures ou autres garanties entièrement remboursables qui n'ouvrent pas droit à participation à titre de membre ou à l'utilisation d'installations ou d'équipement,
- b) les droits de douane, la taxe d'accise, les frais de transport et toutes les taxes fédérales, qu'ils soient ou non indiqués séparément dans les livres du vendeur ou sur toute facture,
- c) les frais d'installation dans les cas où le contrat par lequel les marchandises ont été acquises prévoit l'acquisition de marchandises et leur installation moyennant une seule contrepartie,
- d) le prix, y compris les matériaux, la maind'oeuvre, les frais généraux de fabrication et la taxe de vente fédérale, des marchandises que produit le vendeur ou la personne pour sa propre consommation ou son propre usage, et
- e) la taxe en vertu de l'article 3 de la *Loi de la taxe* sur le tabac;
- « logement » Abrogé: 1993, c.35, art.1.
- « logiciel d'ordinateur » désigne des programmes de logiciel d'ordinateur prêts à l'emploi ou préécrits conçus pour une application générale, ou le droit d'utiliser ces programmes, et comprend les modifications à ces programmes et les modifications de ces programmes mais ne comprend pas un programme de logiciel d'ordinateur conçu et développé dans l'unique but de satisfaire aux exigences spécifiques de l'acheteur;

fair value of which is not specifically charged to, and required to be paid by, the person to whom such goods are provided;

"purchaser" means a consumer who acquires goods at a retail sale within the Province and includes also

- (a) a promotional distributor to the extent that the full fair value of any goods provided by way of promotional distribution exceeds any payment specifically made therefor by the person to whom such goods are provided, and
- (b) a person who purchases services;

"retail sale" means a sale to a consumer for the purpose of consumption and not for resale and includes a sale of services to a purchaser;

"sale" includes

- (a) exchange, barter, sale on credit, conditional sale, sale where the price is payable by instalments, transfer of title conditional or otherwise, and any other contract whereby for a consideration a person delivers goods or services to another,
- (b) a lease or rental of goods, and
- (c) the provision by way of promotional distribution of any goods;

"services" means, except when used in the phrase "services rendered" in paragraph (a) of the definition "fair value",

- (a) the installation, adjustment, repair or maintenance of goods, other than clothing and footwear, that are taxable under this Act, including any contract for the installation, adjustment, repair or maintenance of such goods, but not including
  - (i) the installation of goods that become real property,
  - (ii) motor vehicle towing or emergency battery boosting,
  - (iii) diagnosis, safety inspection or estimates when no installation, adjustment, repair or maintenance is done at the same time, or

« marchandises » comprend les chatels personnels autres que les choses non possessoires et, sauf lorsque le mot est employé à l'alinéa 110), o.1) ou q), comprend

- a) le logement,
- b) les services de télécommunication,
- c) le logiciel d'ordinateur,
- d) les services de nettoyage à sec et de buanderie, et
- e) les services de loisir fournis par les installations de quilles et de pétanques, les clubs de curling, les clubs de golf, les clubs de raquette, les centres de ski et les centres d'entraînement sportifs privés;
- « Ministre » désigne le ministre des Finances;

« personne » comprend, en plus du sens que lui attribue la *Loi d'interprétation*, une municipalité, un district de services locaux, une communauté rurale établie en vertu de la *Loi sur les municipalités* et un conseil, une commission, un comité ou une autorité établis pour des fins publiques ou locales;

- « services » désigne, sauf lorsque le mot est employé dans l'expression « services rendus » à l'alinéa a) de la définition « juste valeur »,
  - a) l'installation, l'ajustement, la réparation ou l'entretien de marchandises taxables en vertu de la présente loi, à l'exception des vêtements et des chaussures, et s'entend également d'un contrat pour l'installation, l'ajustement, la réparation ou l'entretien de ces marchandises, mais ne comprend pas
    - (i) l'installation de marchandises qui deviennent des biens réels,
    - (ii) le remorquage d'un véhicule à moteur ou le survoltage de la batterie d'un véhicule à moteur en cas d'urgence,
    - (iii) l'examen, l'inspection de sécurité ou les estimations faites lorsqu'il n'y a eu en même temps ni installation, ni ajustement, ni réparation ou entretien,
    - (iv) l'installation, l'ajustement, la réparation ou l'entretien de marchandises en vue de la revente ou de la location; et

- (iv) installation, adjustment, repair or maintenance of goods for resale or lease; and
- (b) the alteration or repair of an article of clothing or footwear when the fair value of the alteration or repair is more than one hundred dollars:

"tax" includes all penalties and interest that are or may be added to a tax pursuant to this Act;

"vendor" means a person who in the ordinary course of business within the Province sells goods or services to a purchaser either on his own behalf, or as an agent of a principal located outside the Province.

R.S., c.213, s.1; 1957, c.59, s.1; 1966, c.107, s.1; 1968, c.55, s.1; 1969, c.72, s.1; 1971, c.65, s.1; 1975, c.59, s.1; 1976, c.55, s.1; 1978, c.D-11.2, s.38; 1978, c.55, s.1; 1980, c.52, s.1; 1983, c.86, s.1; 1983, c.R-10.22, s.47; 1985, c.68, s.1; 1986, c.76, s.1; 1987, c.55, s.1; 1988, c.43, s.1; 1992, c.45, s.1; 1993, c.35, s.1; 1994, c.93, s.8; 1995, c.26, s.1; 1996, c.70, s.13.

2 This Act binds the Crown in right of the Province. R.S., c.213, s.2.

#### **ADMINISTRATION**

- **3**(1) The Minister is charged with the enforcement of this Act.
- **3**(2) Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- **3**(3) The Commissioner shall act under the instructions of the Minister or Deputy Minister and have general su-

- b) la modification ou la réparation d'une unité de vêtements ou de chaussures lorsque la juste valeur de cette modification ou de cette réparation s'élève à plus de cent dollars;
- « taxe » comprend les peines et l'intérêt qui sont ou peuvent être ajoutés à une taxe conformément à la présente loi:
- « vendeur » désigne une personne qui vend des marchandises ou services à un acheteur dans le cours normal de ses affaires dans la province, soit pour son propre compte, soit à titre de représentant d'un commettant qui se trouve en dehors de la province;

## « vente » comprend

- a) l'échange, le troc, la vente à crédit, la vente sous condition, la vente à tempérament, le transfert conditionnel ou non d'un titre de propriété, et tout autre contrat en vertu duquel une personne délivre des marchandises ou services à une autre personne moyennant contrepartie,
- b) un bail ou une location de marchandises, et
- c) la fourniture de marchandises par voie de distribution publicitaire;

« vente au détail » désigne une vente faite à un consommateur à des fins de consommation et non de revente et s'entend également de la vente de services;

S.R., c.213, art.1; 1957, c.59, art.1; 1966, c.107, art.1; 1968, c.55, art.1; 1969, c.72, art.1; 1971, c.65, art.1; 1975, c.59, art.1; 1976, c.55, art.1; 1978, c.D-11.2, art.38; 1978, c.55, art.1; 1980, c.52, art.1; 1983, c.86, art.1; 1983, c.R-10.22, art.47; 1985, c.68, art.1; 1986, c.76, art.1; 1987, c.55, art.1; 1988, c.43, art.1; 1992, c.45, art.1; 1993, c.35, art.1; 1994, c.93, art.8; 1995, c.26, art.1; 1996, c.70, art.13.

2 La présente loi lie la Couronne du chef de la province. S.R., c.213, art.2.

#### APPLICATION

- **3**(1) Le Ministre est chargé de l'application de la présente loi.
- **3**(2) Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- **3**(3) Le commissaire doit suivre les directives du Ministre ou du sous-ministre, exerce un contrôle général sur

pervision over all matters relating to this Act and perform such duties as are assigned to him by this Act, the Lieutenant-Governor in Council, the Minister or Deputy Minister.

**3**(4) Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.3; 1968, c.55, s.2; 1979, c.67, s.1; 1983, c.R-10.22, s.47.

#### IMPOSITION OF TAX

1986, c.76, s.2.

- 4 Every consumer of goods consumed within the Province and every purchaser of services purchased within the Province shall pay to the Minister for the raising of revenue for Provincial purposes a tax in respect of the consumption of such goods or purchase of such services, computed at the rate of eleven per cent of the fair value of such goods or services, or in the case of
  - (a) mobile homes sold with furniture, computed at the rate of eight and one-quarter per cent;
  - (b) mobile homes sold without furniture, computed at the rate of five and one-half per cent;
  - (c) modular homes, computed at the rate of five and one-half per cent.
  - (d) Repealed: 1993, c.35, s.2.

R.S., c.213, s.4; 1954, c.78, s.1; 1957, c.59, s.2; 1966, c.107, s.2; 1969, c.72, s.2; 1974, c.47(Supp.), s.1; 1978, c.54, s.1; 1981, c.73, s.1; 1983, c.86, s.2; 1985, c.68, s.2; 1993, c.35, s.2.

- **5**(1) In the case of a retail sale within the Province, the tax shall be payable by the purchaser at the time of purchase on the fair value of the goods or services.
- **5**(2) Notwithstanding subsection (1), in the case of a retail sale within the Province of goods that are used or consumed within the Province and are used or consumed frequently or substantially outside the Province, the purchaser shall report the matter to the Commissioner in accordance with the regulations and shall pay the tax on such goods at such time and in such manner as the Commissioner requires.

1978, c.55, s.2; 1979, c.67, s.2; 1983, c.86, s.3; 1993, c.66, s.1.

toutes les questions se rapportant à la présente loi et remplit les fonctions que lui assigne la présente loi ou le lieutenant-gouverneur en conseil, le Ministre ou le sousministre.

**3**(4) Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.3; 1968, c.55, art.2; 1979, c.67, art.1; 1983, c.R-10.22, art.47.

#### IMPOSITION DE LA TAXE

1986, c.76, art.2.

- 4 Afin de créer un revenu pour des fins provinciales, tout consommateur de marchandises consommées dans la province et tout acheteur de services achetés dans la province doivent verser au Ministre une taxe sur la consommation de ces marchandises ou l'achat de ces services au taux d'onze pour cent de leur juste valeur ou, dans le cas
  - *a)* d'une maison mobile, meublée au moment de la vente, au taux de huit et un quart pour cent;
  - b) d'une maison mobile, non meublée au moment de la vente, au taux de cinq et demi pour cent;
  - c) d'une maison modulaire, au taux de cinq et demi pour cent.
  - d) Abrogé: 1993, c.35, art.2.
- S.R., c.213, art.4; 1954, c.78, art.1; 1957, c.59, art.2; 1966, c.107, art.2; 1969, c.72, art.2; 1974, c.47(Supp.), art.1; 1978, c.54, art.1; 1981, c.73, art.1; 1983, c.86, art.2; 1985, c.68, art.2; 1993, c.35, art.2.
- **5**(1) Lorsqu'une vente au détail est effectuée dans la province, l'acheteur paye la taxe au moment de l'achat sur la juste valeur de ces marchandises ou services.
- 5(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une vente au détail de marchandises utilisées ou consommées dans la province et utilisées ou consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province, est effectuée dans la province, l'acheteur doit en aviser le commissaire en conformité des règlements et paie la taxe sur ces marchandises au moment et de la manière fixés par le commissaire

1978, c.55, art.2; 1979, c.67, art.2; 1983, c.86, art.3; 1993, c.66, art.1.

- **5.1**(1) Where the Commissioner deems it necessary or advisable he may determine the fair value of any goods or services for the purposes of taxation under this Act and thereupon the fair value of such goods or services for such purpose shall be as so determined by him.
- **5.1**(2) If within the Province a person purchases goods taxable under this Act from a person residing or carrying on business in the Province and trades as part of the consideration of the purchase price other goods taxable under this Act that are in conformity with subsection (2.1) or (2.2), the tax shall be computed on the difference between the fair value of the goods purchased and the fair value of the goods traded.
- **5.1**(2.1) Subsection (2) applies to the computation of the tax in respect of the purchase of a motor vehicle only if the other goods traded as part of the consideration consist of one or more motor vehicles.
- **5.1**(2.2) Subject to subsection (2.1), subsection (2) applies to the computation of the tax in respect of a purchase only if the other goods traded as part of the consideration consist of
  - (a) other goods that are prescribed by regulation for the purposes of subsection (2), if other goods are so prescribed, or
  - (b) goods of the same kind, if no other goods are prescribed by regulation for the purposes of subsection (2).
- **5.1**(3) Repealed: 1988, c.74, s.1.
- R.S., c.213, s.5; 1955, c.75, s.1; 1957, c.59, s.2; 1968, c.55, s.5; 1978, c.55, s.2; 1979, c.67, s.2; 1981, c.73, s.2; 1983, c.86, s.4; 1988, c.74, s.1; 1994, c.34, s.1.
- **6**(1) The tax shall be computed to the nearest cent and one-half cent shall be deemed to be one cent.
- **6**(2) In case of a retail sale within the Province the tax shall be computed separately on every purchase but, where on the same occasion, or as part of one transaction several items of goods or services are purchased, the total of such purchase shall be deemed to be one purchase for the purpose of this Act.
- **6**(3) Subsection (2) does not apply where, on the same occasion or as part of one transaction,

- **5.1**(1) Lorsqu'il le juge nécessaire ou souhaitable, le commissaire peut déterminer, pour le calcul de la taxe prévue par la présente loi, la juste valeur des marchandises ou services qui est alors celle qu'il a déterminée.
- **5.1**(2) Si une personne achète dans la province des marchandises taxables en vertu de la présente loi d'une personne qui réside ou fait affaires dans la province et donne en échange comme part de la contrepartie du prix d'achat d'autres marchandises taxables en vertu de la présente loi qui sont conformes au paragraphe (2.1) ou (2.2), la taxe doit être calculée sur la différence entre la juste valeur des marchandises achetées et la juste valeur des marchandises échangées.
- **5.1**(2.1) Le paragraphe (2) ne s'applique au calcul de la taxe sur l'achat d'un véhicule à moteur qu'au cas où les autres marchandises échangées comme part de la contrepartie consistent en un ou plusieurs véhicules à moteur.
- **5.1**(2.2) Sous réserve du paragraphe (2.1), le paragraphe (2) ne s'applique au calcul de la taxe sur un achat qu'au cas où les autres marchandises échangées comme part de la contrepartie consistent en
  - a) d'autres marchandises qui sont prescrites par règlement aux fins du paragraphe (2), si d'autres marchandises sont ainsi prescrites, ou
  - b) des marchandises du même genre, si aucune autre marchandise n'est prescrite par règlement aux fins du paragraphe (2).
- **5.1**(3) Abrogé: 1988, c.74, art.1.
- S.R., c.213, art.5; 1955, c.75, art.1; 1957, c.59, art.2; 1968, c.55, art.5; 1978, c.55, art.2; 1979, c.67, art.2; 1981, c.73, art.2; 1983, c.86, art.4; 1988, c.74, art.1; 1994, c.34, art.1.
- **6**(1) La taxe est arrondie au cent le plus proche et un demi-cent est compté comme un cent.
- **6**(2) En cas de vente au détail dans la province, la taxe est calculée séparément sur chaque achat, mais lorsque plusieurs articles ou services sont achetés à la même occasion ou dans une même transaction, le total de cet achat est réputé constituer un achat unique aux fins de la présente loi.
- **6**(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas lorsqu'à la même occasion ou dans une même transaction,

- (a) more than one article of clothing or one pair of footwear is purchased at a fair value of one hundred dollars or less per article or pair, or
- (b) more than one article of clothing or footwear is altered or repaired and the fair value of the alterations or repairs is one hundred dollars or less per article.
- R.S., c.213, s.6; 1957, c.59, s.2; 1980, c.52, s.2; 1983, c.86, s.5; 1985, c.68, s.3; 1993, c.35, s.3.
- 7(1) Every person who on or after June 1, 1985 takes delivery of goods or services purchased by him at a retail sale prior to June 1, 1985 shall at the time of taking delivery pay to the Minister for the raising of revenue for Provincial purposes, the same tax in respect of the consumption of the goods or purchase of the services as would have been payable if the goods or services had been purchased at the same purchase price at a retail sale on or after June 1, 1985.
- 7(2) Notwithstanding subsection (1), where a person entered into a contract of purchase for goods or services prior to June 1, 1985 and filed a copy of the contract with the Commissioner on or before June 17, 1985, the tax shall be computed at the rate of ten per cent of the fair value of such goods or services.
- 1969, c.72, s.3; 1978, c.54, s.2; 1983, c.86, s.6; 1985, c.68, s.4; 1986, c.76, s.3; 1996, c.70, s.13.
- 7.1 Notwithstanding sections 7, 8 and 18, where a purchaser acquires goods at a sale that is the lease or rental to him of such goods without provision for the transfer to him of title thereto, or with the provision of such transfer only upon the exercise of an option or similar right to acquire such goods, the tax imposed by this Act shall be computed and collected at the time of, and on the fair value of the consideration given in payment of, each rental payment made by or on behalf of the purchaser in respect of the lease or rental of such goods and tax shall, in addition, be computed and collected at the time of, and on the fair value of the consideration given in payment for, each of the obtaining of any option or similar right to purchase the goods leased or rented or the exercising of any such option or similar right.

1978, c.54, s.3.

**8**(1) Every person who consumes within the Province goods acquired by him for resale, or who consumes within the Province goods manufactured, processed, produced or purchased by him within or without the Province, shall for the purposes of this Act, be deemed to have purchased the

- a) plus d'une unité de vêtements ou plus d'une paire de chaussures est achetée à une juste valeur de cent dollars ou moins l'unité ou la paire, ou
- b) plus d'une unité de vêtements ou de chaussures est modifiée ou réparée à une juste valeur de cent dollars ou moins l'unité.
- S.R., c.213, art.6; 1957, c.59, art.2; 1980, c.52, art.2; 1983, c.86, art.5; 1985, c.68, art.3; 1993, c.35, art.3.
- 7(1) Quiconque prend livraison, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1985, de marchandises ou de services qu'il a achetés à une vente au détail avant cette date doit, en prenant livraison, verser au Ministre afin de créer un revenu pour des fins provinciales, la même taxe de consommation qui aurait été exigible si ces marchandises ou services avaient été achetés au même prix lors d'une vente au détail le ou après le 1<sup>er</sup> juin 1985.
- 7(2) Nonobstant le paragraphe (1), lorsqu'une personne a conclu un contrat d'achat de marchandises ou de services avant le 1<sup>er</sup> juin 1985 et en a déposé une copie auprès du commissaire au plus tard le 17 juin 1985, la taxe doit être calculée au taux de dix pour cent de la juste valeur de ces marchandises ou de ces services.
- 1969, c.72, art.3; 1978, c.54, art.2; 1983, c.86, art.6; 1985, c.68, art.4; 1986, c.76, art.3; 1996, c.70, art.13.
- 7.1 Par dérogation aux articles 7, 8 et 18, lorsqu'un acheteur acquiert des marchandises par une vente réalisée sous forme de cession à bail ou de location n'emportant pas transfert à l'acheteur de la propriété des marchandises ou n'emportant pareil transfert qu'à l'exercice d'une option d'achat ou de tout autre droit similaire sur celles-ci. la taxe imposée par la présente loi est calculée et perçue, à la date de paiement de chaque tranche de loyer effectué par l'acheteur ou en son nom, sur la juste valeur de la contrepartie que celui-ci a donnée en paiement de chacune de ces tranches de loyer; une taxe additionnelle est également calculée et perçue, chaque fois que l'acheteur obtient une option d'achat ou tout autre droit similaire sur les marchandises cédées à bail ou louées ou qu'il exerce cette option ou ce droit, sur la juste valeur de la contrepartie donnée en paiement de l'obtention ou de l'exercice de l'option ou du droit.

1978, c.54, art.3.

**8**(1) Toute personne qui consomme dans la province des marchandises qu'il a acquises en vue de la revente, ou qui y consomme des marchandises qu'il a fabriquées, transformées, produites ou achetées à l'intérieur ou à l'extérieur de la province, est, aux fins de la présente loi, réputée avoir

goods at a retail sale in the Province on the day that he begins to consume the goods within the Province.

- **8**(2) Every person who brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of goods, for his own consumption or for the consumption of another person at his expense, or on behalf of or as agent for a principal who desires to utilize such goods for consumption by such principal or by any other person at his expense, shall immediately report the matter to the Commissioner and forward or produce to him the invoice, if any, in respect of such goods and any other information required by the Commissioner with respect to them.
- **8**(2.1) Where there is a deemed retail sale under subsection (1), the tax on the fair value of the goods, payable by the person at the time he begins to consume the goods, shall be remitted by the person to the Minister.
- **8**(2.11) Every person who, as described in subsection (2), brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of goods shall, at the time for reporting the matter to the Commissioner under subsection (2), pay tax on the fair value of the goods as if the goods had been purchased at a retail sale in the Province.
- **8**(2.12) Notwithstanding subsections (2) and (2.11), every person who, as described in subsection (2), brings or causes to be brought into the Province or who receives delivery in the Province of goods that are used or consumed within the Province and are used or consumed frequently or substantially outside the Province, shall report the matter to the Commissioner in accordance with the regulations and shall pay the tax on such goods at such time and in such manner as the Commissioner requires.
- **8**(2.13) Every promotional distributor who provides or causes to be provided to any person in the Province any goods the full fair value of which is not specifically charged to, and required to be paid by, the person to whom such goods are provided shall immediately report the matter to the Commissioner and provide such information to the Commissioner as the Commissioner requires and shall pay the tax in respect of the consumption or use of such goods by the promotional distributor at such time and in such manner as the Commissioner requires.
- **8**(3) Repealed: 1979, c.67, s.3.

- acheté ces marchandises lors d'une vente au détail effectuée dans la province, le jour où il commence à consommer ces marchandises dans la province.
- **8**(2) Quiconque apporte ou fait apporter des marchandises ou en prend livraison dans la province pour sa propre consommation ou pour la consommation d'une autre personne à ses propres frais, ou pour le compte d'un commettant ou à titre de représentant d'un commettant qui désire consommer lui-même ces marchandises ou les destiner à la consommation de toute autre personne à ses propres frais, doit immédiatement en faire rapport au commissaire et lui envoyer ou remettre, le cas échéant, la facture relative à ces marchandises ainsi que tous les autres renseignements que le commissaire requiert à leur sujet.
- **8**(2.1) Lors d'une vente réputée être une vente de détail en vertu du paragraphe (1), la personne visée au même paragraphe, dès qu'elle commence à consommer des marchandises, est redevable de la taxe sur la juste valeur de ces marchandises et doit la remettre au Ministre.
- **8**(2.11) Quiconque, tel que décrit au paragraphe (2), apporte ou fait apporter des marchandises dans la province ou prend livraison de marchandises dans la province doit, au moment de faire rapport au commissaire en vertu du paragraphe (2), payer la taxe sur la juste valeur des marchandises comme si celles-ci avaient été achetées au détail dans la province.
- **8**(2.12) Nonobstant les paragraphes (2) et (2.11), quiconque, tel que décrit au paragraphe (2), apporte ou fait apporter dans la province ou prend livraison dans la province de marchandises utilisées ou consommées dans la province et utilisées ou consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province, doit en aviser le commissaire en conformité des règlements et doit payer la taxe sur ces marchandises au moment et de la manière fixés par le commissaire.
- **8**(2.13) Tout agent de distribution publicitaire qui fournit ou fait parvenir à une personne dans la province des marchandises sans lui en demander la juste valeur ni en exiger le paiement complet doit immédiatement en aviser le commissaire et lui fournir toute l'information qu'il requiert et doit payer la taxe relativement à sa propre consommation ou utilisation de ces marchandises au moment et de la manière fixée par le commissaire.
- **8**(3) Abrogé: 1979, c.67, art.3.

**8**(4) Repealed: 1979, c.67, s.3.

R.S., c.213, s.7; 1953, c.25, s.19; 1957, c.59, s.2; 1966, c.107, s.4; 1978, c.55, s.3; 1979, c.67, s.3; 1983, c.85, s.1; 1985, c.68, s.5; 1993, c.35, s.4; 1993, c.66, s.2; 1995, c.26, s.2.

#### **8.01**(0.1) In this section

"enforcement agent" means

- (a) an officer as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act* (Canada) employed at a customs office located in the Province.
- (b) the Canada Post Corporation, if the Minister of National Revenue has entered into a written agreement with that Corporation under which the Corporation is authorized by the Minister and agrees to collect as agent of the Minister duties as defined in the *Customs Act* (Canada) respecting mail, and
- (c) a person authorized in writing by the Canada Post Corporation to collect as its agent duties referred to in paragraph (b) in accordance with terms and conditions that are in accordance with an agreement referred to in paragraph (b).
- **8.01**(1) An enforcement agent is authorized to collect the tax in the Province in respect of the consumption of goods for the purposes of any taxation agreement entered into between the Minister and the Government of Canada relating to the collection in the Province of the tax in respect of the consumption of the goods.
- **8.01**(2) An enforcement agent referred to in subsection (1) is designated to act on behalf of the Commissioner for the purposes of section 8 in relation to goods brought into or delivered in the Province from outside Canada.
- **8.01**(3) If a person referred to in subsection 8(2) refuses or fails to report to an enforcement agent in accordance with that subsection or to comply with a request to pay the tax made by an enforcement agent, the enforcement agent may detain the goods until the tax, which shall be calculated at the rate imposed at the time the goods were detained, and any expenses related to the detention of the goods are paid or until the expiration of sixty days after the date of the detention of the goods, whichever occurs first.

**8**(4) Abrogé: 1979, c.67, art.3.

S.R., c.213, art.7; 1953, c.25, art.19; 1957, c.59, art.2; 1966, c.107, art.4; 1978, c.55, art.3; 1979, c.67, art.3; 1983, c.85, art.1; 1985, c.68, art.5; 1993, c.35, art.4; 1993, c.66, art.2; 1995, c.26, art.2.

## **8.01**(0.1) Dans le présent article

- « agent d'exécution » désigne
- a) un agent au sens de la définition à la *Loi sur les douanes* (Canada) employé à un bureau de douane qui se trouve dans la province,
- b) la Société canadienne des postes, si le ministre du Revenu national a conclu une convention écrite avec cette Société en vertu de laquelle la Société est autorisée par le ministre et consent à percevoir comme agent du ministre les droits au sens de la définition à la Loi sur les douanes (Canada) concernant le courrier, et
- c) une personne autorisée par écrit par la Société canadienne des postes à percevoir comme son préposé les droits visés à l'alinéa b) conformément aux modalités et conditions qui sont conformes à la convention visée à l'alinéa b).
- **8.01**(1) Un agent d'exécution est autorisé à percevoir la taxe sur la consommation des marchandises aux fins de tout accord fiscal conclu entre le Ministre et le gouvernement du Canada relativement à la perception dans la province de la taxe sur la consommation des marchandises.
- **8.01**(2) L'agent d'exécution visé au paragraphe (1) est désigné pour agir pour le compte du commissaire aux fins de l'article 8 relativement aux marchandises apportées ou livrées dans la province de l'extérieur du Canada.
- **8.01**(3) Lorsque la personne visée au paragraphe 8(2) refuse ou omet de faire rapport à un agent d'exécution conformément à ce paragraphe ou de se conformer à une demande par un agent d'exécution de payer la taxe, l'agent d'exécution peut garder les marchandises jusqu'au paiement de la taxe, qui doit être calculée au taux imposé au moment où les marchandises ont été gardées, et jusqu'au paiement de toutes dépenses relatives à la garde des marchandises ou jusqu'à l'expiration de soixante jours suivant la date où les marchandises ont été gardées, selon la première éventualité.

- **8.01**(4) Upon the expiration of the sixty days referred to in subsection (3), the goods shall be disposed of as directed by the Commissioner.
- **8.01**(5) No action lies against an enforcement agent with respect to an act or omission by the agent if the agent acted in good faith in pursuing the agent's duties for the purposes of this Act.
- **8.01**(6) If tax is collected in accordance with this section in respect of the consumption of goods for which a consumer is not liable to pay tax under this Act, the consumer who paid the tax may obtain a rebate of the tax paid by applying for a rebate in accordance with the regulations. 1993, c.35, s.5; 1994, c.33, s.1.
- **8.1**(1) An owner liable under a contract under which goods are to be furnished by a contractor or subcontractor in connection with work to be done upon the land of the owner shall withhold from payment under the contract an amount equal to five per cent of the value of the contract until a certificate has been issued under this section by the Commissioner stating that
  - (a) all tax owing under this Act in respect of goods furnished under the contract has been collected, or
  - (b) an arrangement has been entered into satisfactory to the Commissioner for the payment of such tax.
- **8.1**(2) A contractor liable under a contract with a subcontractor under which goods are furnished by the subcontractor in connection with work to be done in furtherance of a contract referred to in subsection (1) shall withhold from payment under the contract an amount equal to five per cent of the value of the contract until a certificate has been issued under this section by the Commissioner stating that
  - (a) all tax owing under this Act in respect of goods furnished under the contract has been collected, or
  - (b) an arrangement has been entered into satisfactory to the Commissioner for the payment of such tax.
- **8.1**(3) Until a certificate has been issued under this section, the owner and contractor are jointly and severally

- **8.01**(4) À l'expiration des soixante jours visés au paragraphe (3), il sera disposé des marchandises selon les directives du commissaire.
- **8.01**(5) Aucune action ne peut être intentée contre un agent d'exécution en raison d'un acte ou d'une omission de sa part s'il a agi de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions aux fins de la présente loi.
- **8.01**(6) Lorsque la taxe est perçue en conformité du présent article relativement à la consommation de marchandises pour lesquelles un consommateur n'est pas tenu de payer de taxe en vertu de la présente loi, le consommateur qui paye cette taxe peut obtenir un rabais de la taxe en présentant une demande de rabais en conformité des règlements.

1993, c.35, art.5; 1994, c.33, art.1.

- **8.1**(1) Le propriétaire obligé en vertu d'un contrat aux termes duquel des biens doivent être fournis par un entrepreneur ou un sous-traitant relativement à des travaux qui doivent être exécutés sur le bien-fonds du propriétaire, doit retenir sur les versements en vertu du contrat une somme égale à cinq pour cent de la valeur du contrat jusqu'à ce que le Commissaire ait délivré en application du présent article un certificat établissant
  - *a)* que la totalité de la taxe due en application de la présente loi à l'égard des biens fournis en vertu du contrat a été perçue, ou
  - b) qu'une entente est intervenue à la satisfaction du Commissaire pour le paiement de cette taxe.
- **8.1**(2) L'entrepreneur obligé en vertu d'un contrat avec un sous-traitant aux termes duquel des biens sont fournis par le sous-traitant relativement à des travaux qui doivent être faits dans l'exécution d'un contrat visé au paragraphe (1) doit retenir sur les versements en vertu du contrat une somme égale à cinq pour cent de la valeur du contrat jusqu'à ce que le Commissaire ait délivré en application du présent article un certificat établissant
  - a) que la totalité de la taxe due en application de la présente loi à l'égard des biens fournis en vertu du contrat a été perçue, ou
  - b) qu'une entente est intervenue à la satisfaction du Commissaire pour le paiement de cette taxe.
- **8.1**(3) Jusqu'à ce qu'un certificat ait été délivré en application du présent article, le propriétaire et l'entrepre-

liable for the tax owing in respect of the consumption of goods furnished under contracts referred to in subsections (1) and (2) to the extent of the amount required by this section to be withheld.

- **8.1**(4) Payment to the Minister by an owner or contractor of all or part of the amount withheld pursuant to subsection (1) or (2) in satisfaction of his liability under subsection (3) discharges the owner or contractor, to the extent of the amount paid, from liability under the contract.
- **8.1**(5) Satisfaction of the liability of the owner and contractor under subsection (3) is, to the extent of payment, satisfaction of the liability of any person under this Act arising out of the consumption of the goods in respect of which liability has arisen.
- **8.1**(6) An amount withheld pursuant to this section shall, when paid to the Minister or to a person entitled under the contract, as the case may be, be paid with interest equal to that payable by a chartered bank for the period the amount was withheld.
- **8.1**(7) Where the Commissioner determines that all tax owed under this Act in respect of the consumption of goods furnished under a contract to which this section applies has been collected by
  - (a) a vendor,
  - (b) a person authorized under this Act to collect tax as an agent of Her Majesty, or
  - (c) the Commissioner,

or where an arrangement has been entered into satisfactory to the Commissioner for the payment of such tax, the Commissioner shall, upon payment of a fee fixed by regulation, issue a certificate to that effect to any person who has an interest in such contract.

- **8.1**(8) This section applies where the value of the contract referred to in subsection (1) exceeds the sum of one hundred and fifty thousand dollars, or such other sum as is fixed by regulation.
- **8.1**(9) In this section "value of the contract" means the contract price or, where there is none established by the

neur sont conjointement et solidairement obligés au paiement de la taxe due relativement à la consommation de biens fournis en vertu de contrats visés aux paragraphes (1) et (2), et ce à concurrence de la somme qui doit être retenue aux termes du présent article.

- **8.1**(4) Le versement au Ministre effectué par le propriétaire ou l'entrepreneur de tout ou partie du montant retenu conformément au paragraphe (1) ou (2) en exécution de l'obligation en application du paragraphe (3) libère le propriétaire ou l'entrepreneur, à concurrence de la somme payée, de son obligation en vertu du contrat.
- **8.1**(5) L'exécution de l'obligation du propriétaire et de l'entrepreneur en application du paragraphe (3) vaut, dans la mesure du paiement, exécution de l'obligation de toute personne en vertu de la présente loi résultant de la consommation des biens à l'égard desquels cette obligation est survenue.
- **8.1**(6) Un montant retenu en conformité du présent article, lorsqu'il est versé au Ministre ou à la personne qui y a droit en vertu du contrat, selon le cas, doit être versé avec intérêts, lesquels sont égaux à ceux payables par une banque à charte pour la période pendant laquelle le montant a été retenu.
- **8.1**(7) Lorsque le Commissaire conclut que la totalité de la taxe due en application de la présente loi relativement à la consommation de biens fournis en vertu du contrat auquel le présent article s'applique a été perçue par
  - a) un vendeur,
  - b) une personne autorisée en application de la présente loi à percevoir la taxe à titre d'agent de Sa Majesté, ou
  - c) le Commissaire,

ou lorsqu'une entente est intervenue à la satisfaction du Commissaire pour le paiement de cette taxe, le Commissaire doit, sur versement du droit fixé par règlement, délivrer un certificat à cet effet à toute personne qui a un intérêt dans ce contrat.

- **8.1**(8) Le présent article s'applique lorsque la valeur du contrat visé au paragraphe (1) excède la somme de cent cinquante mille dollars ou toute autre somme fixée par règlement.
- **8.1**(9) Dans le présent article, « valeur du contrat » désigne le prix stipulé au contrat ou, à défaut d'une telle

contract, the value of the goods to be furnished and the work to be done under the contract.

- **8.1**(10) In this section the words "land" and "work" have the meanings they have under the *Mechanics' Lien Act*.
- **8.1**(11) This section does not apply in respect of a contract entered into before this section comes into force.
- **8.1**(12) This section does not apply in respect of contracts exempted by regulation from the application of this section.

1983, c.85, s.2; 1993, c.47, s.1.

**9** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.8; 1983, c.R-10.22, s.47; 1983, c.86, s.7.

#### **DEPOSIT**

10 When a vendor sells goods or services to a person who alleges that he is not purchasing them as a purchaser within the meaning of this Act, such person shall deposit with the vendor an amount equivalent to the amount of the tax for which he would be liable if he were purchasing the goods or services as such a purchaser, and the amount so deposited shall be refunded to him upon application to the Minister and upon furnishing the Minister with proof that he did not purchase the goods or services as such a purchaser.

R.S., c.213, s.9; 1983, c.86, s.8.

- **10.1** A deposit under section 10 is not required from a vendor who is purchasing goods for resale in the ordinary course of business within the Province
  - (a) if that vendor holds a registration certificate issued under this Act that is in force at the time of the purchase, and
  - (b) if the vendor who sells the goods to the purchasing vendor enters the number of the purchasing vendor's registration certificate on the invoice and on all other records related to the sale.

1993, c.10, s.1.

stipulation au contrat, la valeur des biens à fournir et des travaux à faire en vertu du contrat.

- **8.1**(10) Dans le présent article, les mots « bien-fonds » et « travaux » ont la même signification que celle qu'ils ont dans la *Loi sur le privilège des constructeurs et des fournisseurs de matériaux*.
- **8.1**(11) Le présent article ne s'applique pas à un contrat conclu avant son entrée en vigueur.
- **8.1**(12) Le présent article ne s'applique pas aux contrats exemptés de son application par voie de règlement.

1983, c.85, art.2; 1993, c.47, art.1.

**9** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.8; 1983, c.R-10.22, art.47; 1983, c.86, art.7.

#### DÉPÔTS

10 Lorsqu'un vendeur vend des marchandises ou services à une personne qui prétend ne pas acheter ces marchandises ou services à titre d'acheteur au sens de la présente loi, cette personne doit remettre en dépôt au vendeur une somme équivalente au montant de taxe dont elle serait redevable si elle achetait les marchandises ou services en qualité d'acheteur, et la somme qu'elle a déposée doit lui être remboursée après qu'elle a fait une demande à cette fin au Ministre et lui a fourni la preuve qu'elle n'a pas acheté les marchandises ou services en qualité d'acheteur.

S.R., c.213, art.9; 1983, c.86, art.8.

- 10.1 Un dépôt en vertu de l'article 10 n'est pas requis de la part d'un vendeur qui achète des marchandises dans le but de les revendre dans le cours normal de ses affaires à l'intérieur de la province
  - *a)* s'il est titulaire d'un certificat d'immatriculation délivré en vertu de la présente loi valide au moment de l'achat, et
  - b) si le vendeur qui vend les marchandises au vendeur qui achète les marchandises inscrit le numéro du certificat d'immatriculation du vendeur qui achète les marchandises sur la facture et sur tous les autres relevés liés à la vente.

1993, c.10, art.1.

- **10.2** A deposit under section 10 is not required from a person who holds a "P" number issued in accordance with the regulations
  - (a) if the "P" number is in force at the time of the purchase, and
  - (b) if the vendor enters the "P" number on the invoice and on all other records related to the sale.

1993, c.10, s.2.

## **EXEMPTIONS**

- 11 A consumer shall not be liable to pay the tax in respect of the consumption of the following goods:
  - (a) food and beverages for human consumption off the premises where purchased, other than
    - (i) wine, spirits, beer, malt liquor and other alcoholic beverages;
    - (ii) non-alcoholic malt beverages;
    - (iii) carbonated beverages;
    - (iv) non-carbonated fruit juice beverages and fruit flavoured beverages, other than milk-based beverages, that contain less than twenty-five per cent by volume of
      - (A) a natural fruit juice or combination of natural fruit juices, or
      - (B) a natural fruit juice or combination of natural fruit juices that have been reconstituted into the original state;
    - (v) goods that, when added to water, produce a beverage included in subparagraph (iv);
    - (vi) candies and similar confections;
    - (vii) snack foods;
    - (viii) prepared food and beverages; and
    - (ix) food supplements, dietary aids, nonprescription specially formulated health foods, and similar manufactured products;

- **10.2** Un dépôt en vertu de l'article 10 n'est pas requis d'une personne qui est titulaire d'un numéro « P » délivré conformément aux règlements,
  - a) si le numéro « P » est valide au moment de l'achat, et
  - b) si le vendeur inscrit le numéro « P » sur la facture et sur tous les autres relevés liés à la vente.

1993, c.10, art.2.

# **EXONÉRATIONS**

- 11 Un consommateur n'est pas tenu de payer la taxe sur la consommation des marchandises suivantes :
  - a) les aliments et les boissons destinés à la consommation humaine hors des locaux où ils sont achetés à l'exception
    - (i) des vins, spiritueux, bières, liqueurs de malt et autres boissons alcooliques;
    - (ii) des liqueurs de malt non alcoolisées;
    - (iii) des boissons gazeuses;
    - (iv) des boissons de jus de fruit et des boissons à saveur de fruit non gazeuses, sauf les boissons à base de lait, contenant moins de vingt-cinq pour cent par volume
      - (A) de jus de fruit naturel ou d'une combinaison de tels jus, ou
      - (B) de jus de fruit naturel ou d'une combinaison de tels jus, qui ont été reconstitués à l'état initial;
    - (v) des produits qui, lorsqu'ils sont ajoutés à de l'eau, produisent une boisson figurant au sous-alinéa (iv);
    - (vi) des bonbons et confiseries;
    - (vii) des grignotines;
    - (viii) des aliments et boissons préparés; et
    - (ix) des suppléments nutritifs, aides au régime alimentaire, aliments nutritifs spécialement formulés vendus sans ordonnance et produits fabriqués semblables:

- (a.1) notwithstanding subparagraph (a)(viii), prepared food for consumption on an interprovincial or international flight of an aircraft that is registered under the *Aeronautics Act* (Canada), or the regulations under that Act, and is used for the transportation of passengers for gain;
- (b) gasoline as defined under the Gasoline and Motive Fuel Tax Act, when used
  - (i) in an internal combustion engine,
  - (ii) in the heating or lighting of a premises, or
  - (iii) for the preparation of food,
- (c) coal;
- (d) coke;
- (e) motive fuel as defined under the Gasoline and Motive Fuel Tax Act when used
  - (i) in an internal combustion engine,
  - (ii) in the heating or lighting of a premises, or
  - (iii) for the preparation of food;
- (f) firewood;
- (g) electricity;
- (h) natural and manufactured gas, including propane gas, when used
  - (i) in an internal combustion engine,
  - (ii) in the heating or lighting of a premises,
  - (iii) for the preparation of food, or
  - (iv) for the heating of products by roofing contractors;
- (i) such goods as may be prescribed by regulation when purchased in accordance with section 11.02 by a farmer for farm use;
- (i.1) Repealed: 1988, c.43, s.2.
- (i.2) Repealed: 1988, c.43, s.2.

- a.1) nonobstant le sous-alinéa a)(viii), les aliments préparés aux fins de consommation sur un vol interprovincial ou international d'un aéronef immatriculé en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* (Canada), ou des règlements établis en vertu de cette loi et utilisé pour le transport des passagers dans un but lucratif;
- b) l'essence, telle que définie dans la *Loi de la taxe* sur l'essence et les carburants, lorsqu'elle est utilisée
  - (i) dans un moteur à combustion interne,
  - (ii) pour l'éclairage et le chauffage de locaux, ou
  - (iii) pour la préparation des aliments;
- c) le charbon;
- d) le coke;
- e) le carburant tel qu'il est défini dans la *Loi de la taxe* sur l'essence et les carburants, lorsqu'il est utilisé
  - (i) dans un moteur à combustion interne,
  - (ii) pour l'éclairage ou le chauffage de locaux, ou
  - (iii) pour la préparation des aliments;
- f) le bois de chauffage;
- g) l'électricité;
- h) le gaz naturel et artificiel, y compris le propane, lorsqu'il est utilisé
  - (i) dans un moteur à combustion interne,
  - (ii) pour l'éclairage et le chauffage de locaux,
  - (iii) pour la préparation des aliments, ou
  - (iv) pour le chauffage de produits par les entrepreneurs en toitures;
- *i)* les marchandises qui peuvent être prescrites par règlement lorsqu'elles sont achetées conformément à l'article 11.02 par un agriculteur pour usage agricole;
- *i.1*) Abrogé : 1988, c.43, art.2.
- i.2) Abrogé: 1988, c.43, art.2.

- (*j*) Repealed: 1988, c.43, s.2.
- (j.1) subsurface drainage equipment and parts purchased by contractors approved by the Department of Agriculture and Rural Development to undertake subsurface drainage work;
- (k) such goods as may be prescribed by regulation when purchased in accordance with section 11.02 by a fisherman for the catching of fish;
- (1) natural water, including ice and steam, and water that has been treated for the control of impurities in the interest of public health;
- (m) clay, sand, gravel and unfinished stone;
- (n) drugs and medicines when purchased on the prescription of a medical practitioner, dentist or veterinarian; artificial limbs, orthopedic appliances, equipment designed solely for the use of physically disabled or chronically ill persons; hearing aids; dentures and dental and optical appliances when purchased on the prescription of a dentist, optometrist or medical practitioner;
- (o) machinery and equipment and complete parts of machinery and equipment that are to be used by a manufacturer directly in the process of manufacture or production of goods for sale or use;
- (0.1) machinery and equipment purchased by a manufacturer to be used by the manufacturer to repair or maintain machinery and equipment referred to in paragraph (0);
- (p) chemical, animal, mineral or vegetable matter that is to be used by a manufacturer as a catalyst or direct agent in the manufacture of a commercial product;
- (p.1) carbon dioxide purchased by a manufacturer or processor and used exclusively by him for the purpose of preserving or processing food products;
- (q) goods purchased by a manufacturer for the purpose of being processed, fabricated or manufactured into, attached to, or incorporated into goods for the purpose of sale;
- (r) Repealed: 1993, c.35, s.6.

- j) Abrogé: 1988, c.43, art.2.
- *j.1)* le matériel de drainage souterrain et ses pièces acheté par les entrepreneurs agréés par le ministère de l'Agriculture et de l'Aménagement rural pour entreprendre un travail de drainage souterrain;
- *k)* les marchandises qui peuvent être prescrites par règlement lorsqu'elles sont achetées conformément à l'article 11.02 par un pêcheur pour pêcher le poisson;
- *l*) l'eau naturelle, y compris la glace et la vapeur, et l'eau traitée de façon à réduire les impuretés dans l'intérêt de la santé publique;
- *m*) l'argile, le sable, le gravier et la pierre non façonnée:
- n) les produits pharmaceutiques et les médicaments acquis sur ordonnance d'un médecin, dentiste ou vétérinaire; les membres artificiels, les appareils orthopédiques et les appareils destinés à l'usage des personnes physiquement handicapées ou malades chroniques; les appareils auditifs; les appareils dentaires et optiques obtenus sur ordonnance d'un dentiste, d'un optométriste ou d'un médecin;
- o) les machines et l'équipement et leurs pièces achevées qui doivent être utilisés par un fabricant directement dans le processus de fabrication ou de production de marchandises destinées à la vente ou à l'usage;
- o.1) les machines et l'équipement acquis par un fabricant qui doivent être utilisés par le fabricant pour la réparation ou l'entretien des machines et de l'équipement visés à l'alinéa o);
- p) les substances chimiques, animales, minérales ou végétales qui doivent être utilisées par un fabricant comme catalyseur ou agent direct dans la fabrication d'un produit commercial;
- *p.1)* le gaz carbonique acheté par un fabricant ou un transformateur et utilisé exclusivement par lui-même aux fins de conserver ou de transformer des produits alimentaires;
- q) les marchandises acquises par un fabricant pour être transformées, fabriquées, ou manufacturées comme marchandises destinées à la vente ou destinées à y être jointes ou incorporées;
- r) Abrogé: 1993, c.35, art.6.

- (s) goods to be shipped by the seller for delivery outside the Province and ships stores delivered to a boat, ship or vessel of more than 453.6 tonnes gross used for the transportation of passengers or freight for gain;
- (t) boats, ships and vessels of more than 453.6 tonnes gross used for the transportation of passengers or freight for gain, and repairs to such boats, ships and vessels;
- (t.1) boats, including repairs thereto, used for ferry service between mainland New Brunswick and Grand Manan Island;
- (t.2) tugboats, repairs to tugboats and ships stores delivered to tugboats;

(u) Repealed: 1993, c.35, s.6.

(v) Repealed: 1993, c.35, s.6.

- (v.1) prepared food and beverages
  - (i) when purchased
    - (A) for a school lunch program,
    - (B) in a school, community college or university cafeteria, except when purchased from a catering service at private parties, receptions, conventions or other similar events, or
    - (C) by Meals on Wheels or other similar nonprofit organizations for distribution or resale to aged, infirm or needy persons; or
  - (ii) when provided to patients in hospital facilities or to residents of nursing homes, senior citizens' complexes or extended care centres;
- (w) newspapers when purchased by subscription for delivery by mail or by carrier;
- (x) magazines and periodicals when purchased by subscription for delivery by mail;
- (y) Repealed: 1988, c.43, s.2.

- s) les marchandises qui doivent être expédiées par le vendeur et livrées hors de la province et les approvisionnements de navire livrés à un bateau, navire ou vaisseau dépassant 453,6 tonnes métriques servant au transport de passagers ou de marchandises dans un but lucratif;
- t) les bateaux, navires et vaisseaux dépassant 453,6 tonnes métriques servant au transport de passagers ou de marchandises dans un but lucratif, et les réparations de ces bateaux, navires et vaisseaux;
- *t.1)* les bateaux, y compris leur réparation, utilisés pour le service de traversiers entre le Nouveau-Brunswick et l'Île de Grand Manan;
- *t.*2) les remorqueurs, les réparations aux remorqueurs et les approvisionnements de navire qui leur sont livrés;

u) Abrogé: 1993, c.35, art.6.

v) Abrogé: 1993, c.35, art.6.

- v.1) les aliments et les boissons préparés
  - (i) lorsqu'ils sont achetés
    - (A) dans le cadre d'un programme de lunch scolaire,
    - (B) d'une cafétéria d'une école, d'un collège communautaire ou d'une université, sauf lorsqu'ils sont achetés d'un service de traiteur au cours de parties privées, de réceptions, de congrès ou autres événements semblables, ou
    - (C) par *Meals on Wheels* ou autres organismes semblables à but non lucratif pour la distribution ou la revente aux personnes âgées, infirmes ou nécessiteuses; ou
  - (ii) lorsqu'ils sont fournis aux patients d'un établissement hospitalier ou aux résidents de foyers de soins, de résidences de personnes âgées ou de centres de soins pour convalescents;
- w) les journaux lorsqu'ils sont achetés par abonnement et livrés par la poste ou services de messagerie;
- x) les revues et périodiques acquis par abonnement et livrés par la poste;
- y) Abrogé: 1988, c.43, art.2.

- (z) aircraft registered under the *Aeronautics Act* (Canada), or the regulations under that Act, used for the transportation of passengers or freight for gain, and repairs to such aircraft;
- (aa) school text-books;
- (bb) funeral caskets;
- (cc) Repealed: 1993, c.35, s.6.
- (dd) clothing purchased at a fair value of one hundred dollars or less per article;
- (ee) footwear purchased at a fair value of one hundred dollars or less per pair;
- (ff) machinery and equipment and complete parts of machinery and equipment that are to be used by the New Brunswick Power Corporation directly in producing electricity;
- (gg) printed books, in bound or looseleaf form, and audio recordings of books, or audio recordings of major portions of books, that are solely for educational, technical, cultural or literary purposes, but not including directories, price lists, timetables, rate books, catalogues, periodic reports, fashion books, albums, magazines, periodicals, books for writing or drawing upon, or any books of the same general classes;
- (*hh*) explosives bought by a miner at his own expense and used by him in mining coal;
- (ii) Repealed: 1985, c.68, s.6.
- (*jj*) Repealed: 1982, c.61, s.1.
- (kk) microfilmed or photocopied copies of newspapers, magazines, periodicals and books purchased by libraries;
- (*ll*) equipment, as defined by regulation, that is to be used in producing telephone service or telephone and telecommunication services by a corporation that is in the business of providing telephone service or telephone and telecommunication services;
- (mm) settlers' effects as defined in the regulations;

- z) les aéronefs immatriculés en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* (Canada), ou des règlements établis en vertu de cette loi, utilisés pour le transport des passagers ou des marchandises dans un but lucratif, et les réparations de ces aéronefs;
- aa) les manuels scolaires;
- bb) les cercueils;
- cc) Abrogé: 1993, c.35, art.6.
- *dd*) les vêtements achetés à une juste valeur de cent dollars ou moins l'unité;
- *ee*) les chaussures achetées à une juste valeur de cent dollars ou moins la paire;
- ff) les machines et l'équipement ainsi que des pièces complètes de machines et d'équipement à être utilisés par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick directement à la production d'électricité;
- gg) les livres imprimés, sous forme reliée ou de feuilles mobiles, et les enregistrements sonores de livres, ou de parties majeures de ceux-ci, destinés uniquement à des fins d'enseignement, techniques, culturelles ou littéraires, à l'exclusion des annuaires, bulletins de prix, horaires, livres de tarifs, catalogues, rapports périodiques, journaux de mode, albums, revues, périodiques, cahiers à écrire ou à dessiner ou de tout livre entrant dans les mêmes catégories générales;
- *hh*) les explosifs qu'un mineur achète à ses propres frais et utilise pour extraire le charbon;
- ii) Abrogé: 1985, c.68, art.6.
- *jj*) Abrogé: 1982, c.61, art.1.
- *kk*) les copies sur microfilm ou photocopies de journaux, magazines, revues et livres achetés par les bibliothèques;
- ll) l'équipement, au sens de la définition établie au règlement, à être utilisé pour la production de services téléphoniques ou de services téléphoniques et de télécommunications par une corporation qui fait le commerce de la prestation de services téléphoniques ou de services téléphoniques et de télécommunications;
- *mm*) les effets d'immigrants selon la définition qu'en donne le règlement;

- (nn) Repealed: 1985, c.68, s.6.
- (00) coin, paper money, or bank notes unless purchased at a price greater than the equivalent face value thereof in Canadian funds;
- (pp) uncancelled Canada postage stamps if consideration for the sale thereof does not exceed the face value thereof;
- (qq) film, photo mechanical paper, liquid developer and similar production materials where such materials are purchased by a printer and used exclusively by him in the manufacture or production of printed matter;
- (qq.1) chemicals purchased by a dry-cleaner and used exclusively by him for dry-cleaning;
- (rr) Repealed: 1993, c.35, s.6.
- (ss) mobile homes, if
  - (i) tax under this Act or under any similar legislation in any other jurisdiction has previously been paid in respect of the consumption of the mobile home by a consumer, and
  - (ii) the mobile home has been used and will continue to be used for residential purposes;
- (ss.1) machinery and equipment and complete parts of machinery and equipment that are to be used directly in research and development;
- (ss.2) machinery, equipment, parts of machinery and equipment and materials that are used principally for the purpose of providing breathable air to mines or removing hazardous or noxious fumes or dust from mines by means of ventilation shafts, not including machinery, equipment, parts of machinery and equipment and materials that are used solely for the purpose of cooling or heating air in order to render the air in a workplace more comfortable;
- (tt) such goods as may be prescribed by regulation when purchased in accordance with section 11.02 by a silviculturist for use in silviculture;

- nn) Abrogé: 1985, c.68, art.6.
- oo) les pièces de monnaie, la monnaie de papier, notamment les billets de banque, sauf dans le cas où ils ont été achetés à un prix supérieur à leur valeur nominale en monnaie canadienne;
- *pp)* les timbres-poste canadiens non oblitérés si leur prix de vente ne dépasse pas leur valeur nominale;
- qq) les films, le papier photomécanique, le développateur et les matériaux semblables de production lorsque ces matériaux sont achetés par un imprimeur et utilisés exclusivement par lui-même dans la fabrication ou la production de documents imprimés;
- qq.1) les produits chimiques achetés par un nettoyeur à sec et utilisés exclusivement par lui-même pour le nettoyage à sec;
- rr) Abrogé: 1993, c.35, art.6.
- ss) les maisons mobiles,
  - (i) si la taxe établie en vertu de la présente loi ou de toute loi semblable de toute autre autorité législative a été déjà payée, par un consommateur, sur la consommation des marchandises à l'égard d'une maison mobile, et
  - (ii) si la maison mobile a été utilisée et continuera à être utilisée à des fins résidentielles;
- ss.1) les machines et l'équipement ainsi que leurs pièces achevées qui doivent être utilisés directement pour la recherche et l'avancement;
- ss.2) les machines, l'équipement, les parties de machines et d'équipement et le matériel utilisés principalement pour fournir de l'air respirable dans les mines ou pour enlever les émanations ou la poussière dangereuses ou nocives des mines au moyen de puits de ventilation, à l'exclusion des machines, de l'équipement, des parties de machines et d'équipement et du matériel utilisés uniquement pour refroidir ou réchauffer l'air afin de rendre l'air d'un lieu de travail plus confortable;
- tt) les marchandises qui peuvent être prescrites par règlement lorsqu'elles sont achetées conformément à l'article 11.02 par un sylviculteur pour être utilisées pour la sylviculture;

- (uu) such goods as may be prescribed by regulation when purchased in accordance with section 11.02 by a wood producer for use in harvesting wood;
- (vv) such goods as may be prescribed by regulation when purchased in accordance with section 11.02 by an aquaculturist for use in aquaculture;
- (ww) charges in relation to "800" telephone service, including a call that meets at least two of the following requirements:
  - (i) the call originates within the Province;
  - (ii) the call terminates within the Province; and
  - (iii) the charges for the call are charged to and payable by a person residing in or carrying on business in the Province; and
- (xx) dry-cleaning and laundry service when purchased by a regional health authority or a non-profit nursing home.
- R.S., c.213, s.10; 1953, c.25, s.19; 1954, c.78, s.2; 1956, c.60, s.1; 1957, c.59, s.3; 1960, c.70, s.1; 1966, c.107, s.6; 1966, c.158, s.1; 1968, c.55, s.3; 1969, c.72, s.4; 1971, c.65, s.2; 1974, c.47(Supp.), s.2; 1975, c.59, s.2; 1976, c.55, s.2; 1977, c.51, s.1; 1978, c.54, s.4; 1979, c.67, s.4; 1980, c.52, s.3; 1981, c.73, s.3; 1982, c.61, s.1; 1983, c.85, s.3; 1985, c.68, s.6; 1986, c.8, s.121; 1986, c.76, s.4; 1987, c.55, s.2; 1988, c.43, s.2; 1989, c.38, s.1; 1989, c.62, s.1; 1991, c.59, s.61; 1992, c.45, s.2; 1992, c.52, s.29; 1993, c.10, s.3; 1993, c.35, s.6; 1994, c.33, s.2; 1995, c.14, s.1; 1995, c.25, s.1; 1996, c.25, s.3; 1996, c.66, s.1; 1996, c.70, s.13; 2002, c.1, s.21.
- **11.01**(1) Notwithstanding section 11, where the goods listed in that section are not used exclusively or entirely for the purposes or in the manner stated in that section,
  - (a) the Commissioner may, based upon the percentage, determined by him, of use of the goods for the purposes or in the manner stated in section 11, apportion the fair value of the goods as being subject to tax or exempt from tax, and
  - (b) a consumer shall pay tax in accordance with this Act on that portion of the fair value of the goods that

- *uu*) les marchandises qui peuvent être prescrites par règlement lorsqu'elles sont achetées conformément à l'article 11.02 par un producteur de bois pour être utilisées dans la récolte du bois;
- vv) les marchandises qui peuvent être prescrites par règlement lorsqu'elles sont achetées conformément à l'article 11.02 par un aquaculteur pour être utilisées pour l'aquaculture;
- ww) les frais encourus relativement aux numéros « 800 », y compris les appels qui remplissent au moins deux des conditions suivantes :
  - (i) l'appel est en provenance de la province;
  - (ii) l'appel est en destination de la province; et
  - (iii) les frais de l'appel sont imputés à une personne et payables par cette personne résidant dans la province ou faisant affaire dans la province; et
- xx) les services de nettoyage à sec et de buanderie achetés par une régie régionale de la santé ou un foyer de soins à but non lucratif.
- S.R., c.213, art.10; 1953, c.25, art.19; 1954, c.78, art.2; 1956, c.60, art.1; 1957, c.59, art.3; 1960, c.70, art.1; 1966, c.107, art.6; 1966, c.158, art.1; 1968, c.55, art.3; 1969, c.72, art.4; 1971, c.65, art.2; 1974, c.47(Supp.), art.2; 1975, c.59, art.2; 1976, c.55, art.2; 1977, c.51, art.1; 1978, c.54, art.4; 1979, c.67, art.4; 1980, c.52, art.3; 1981, c.73, art.3; 1982, c.61, art.1; 1983, c.85, art.3; 1985, c.68, art.6; 1986, c.8, art.121; 1986, c.76, art.4; 1987, c.55, art.2; 1988, c.43, art.2; 1989, c.38, art.1; 1989, c.62, art.1; 1991, c.59, art.61; 1992, c.45, art.2; 1992, c.52, art.29; 1993, c.10, art.3; 1993, c.35, art.6; 1994, c.33, art.2; 1995, c.14, art.1; 1995, c.25, art.1; 1996, c.25, art.3; 1996, c.66, art.1; 1996, c.70, art.13; 2002, c.1, art.21.
- **11.01**(1) Nonobstant l'article 11, lorsque les marchandises mentionnées au présent article ne sont pas utilisées exclusivement ou entièrement aux fins ou de la manière prévues au présent article,
  - a) le commissaire peut, sur la base du pourcentage, qu'il fixe lui-même, d'utilisation des marchandises aux fins ou de la manière prévues à l'article 11, répartir la juste valeur des marchandises comme assujetties à la taxe ou exonérées de la taxe, et
  - b) le consommateur doit payer la taxe conformément à la présente loi sur la partie de la juste valeur des mar-

the Commissioner determines is subject to tax under paragraph (a).

- **11.01**(2) Notwithstanding section 11, where the goods listed in that section have been purchased exempt from tax and the goods are subsequently used, exclusively and entirely, for purposes or in a manner not stated in section 11, the consumer shall
  - (a) immediately report the change of use to the Commissioner,
  - (b) pay tax on the fair value of the goods at the time of the change of use, and
  - (c) remit the tax to the Minister.

1986, c.76, s.5; 1989, c.62, s.2.

- **11.011** A fee fixed by regulation shall be paid before
  - (a) a person is registered, in accordance with the regulations, as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, and
  - (b) the registration of a person as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, is renewed in accordance with the regulations.

1993, c.47, s.2.

- **11.02** A purchaser of goods that are exempt from tax under paragraph 11(i), (k), (tt), (uu) or (vv) shall
  - (a) be validly registered as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, as the case may be, in accordance with the regulations, and
  - (b) certify to the vendor of the goods in writing on the invoice at the time of purchase that the purchaser is registered in accordance with paragraph (a) and that the goods are to be used for the purpose required in the applicable provision of this Act.

1988, c.43, s.3.

11.03 The registration of a person for the purposes of this Act as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, as the case may be, may be suspended, cancelled or reinstated in accordance with the regulations.

1989, c.39, s.1; 1996, c.70, s.13.

chandises assujettie par le commissaire à la taxe en vertu de l'alinéa a).

- **11.01**(2) Nonobstant l'article 11, lorsque les marchandises mentionnées à cet article ont été acquises comme étant exonérées de la taxe et que les marchandises sont utilisées subséquemment, exclusivement et entièrement, aux fins ou d'une manière non prévues à l'article 11, le consommateur doit
  - *a)* rapporter immédiatement le changement d'utilisation au commissaire.
  - b) payer la taxe sur la juste valeur des marchandises au moment du changement d'utilisation, et
  - c) remettre la taxe au Ministre.

1986, c.76, art.5; 1989, c.62, art.2.

- 11.011 Un droit fixé par règlement doit être versé avant
  - *a)* qu'une personne soit enregistrée conformément aux règlements, à titre d'agriculteur, de pêcheur, de sylviculteur, de producteur de bois ou d'aquaculteur, et
  - b) que l'enregistrement d'une personne à titre d'agriculteur, de pêcheur, de sylviculteur, de producteur de bois ou d'aquaculteur ne soit renouvelé conformément aux règlements.

1993, c.47, art.2.

- **11.02** Un acheteur de marchandises exonérées de taxe en vertu de l'alinéa 11i), k), tt), uu) ou vv) doit
  - a) être validement enregistré en tant qu'agriculteur, pêcheur, sylviculteur, producteur de bois ou aquaculteur, selon le cas, conformément aux règlements, et
  - b) certifier, par écrit, sur la facture au moment de l'achat, au vendeur des marchandises que l'acheteur est enregistré conformément à l'alinéa a) et que les marchandises seront utilisées aux fins requises par la disposition applicable de la présente loi.

1988, c.43, art.3.

11.03 L'enregistrement d'une personne aux fins de la présente loi en tant qu'agriculteur, que pêcheur, que sylviculteur, que producteur de bois ou qu'aquaculteur, selon le cas, peut être suspendu, annulé ou rétabli conformément aux règlements.

1989, c.39, art.1; 1996, c.70, art.13.

**11.1** Repealed: 1993, c.35, s.7.

1974, c.47(Supp.), s.3; 1980, c.52, s.4; 1988, c.43, s.4; 1993, c.35, s.7.

11.2 A person in the Province to whom any goods are provided by way of promotional distribution is, with respect to the consumption or use thereof, exempt from the tax imposed by this Act on the amount by which the full fair value thereof exceed any payment that is made by him solely and specifically for the receipt by him of the goods so provided and that is not referrable to the purchase, consumption or use by him of any other property, right or service.

1978, c.55, s.4.

- **11.3**(1) Services rendered to a person's own goods by himself or his employees are exempt from taxation.
- **11.3**(2) Services purchased in relation to goods that
  - (a) are brought or shipped into the Province solely for the purpose of obtaining services, and
  - (b) are taken or shipped out of the Province immediately after the performance of such services

are exempt from taxation.

- **11.3**(3) The following services are exempt from taxation:
  - (a) services the cost of which is covered by a contract for the installation, adjustment, repair or maintenance of goods, other than clothing and footwear, if the tax has been paid on the contract; and
  - (b) services the cost of which is covered by a contract for the alteration or repair of clothing or footwear, if the tax has been paid on the contract.

1983, c.86, s.9; 1993, c.35, s.8.

#### REGISTRATION

- 12 After the commencement of this Act,
  - (a) no vendor shall sell goods or services in the Province at a retail sale unless he is the holder of a registration certificate issued to him under this Act and the certificate is in force at the time of the sale;

- **11.1** Abrogé: 1993, c.35, art.7.
- 1974, c.47(Supp.), art.3; 1980, c.52, art.4; 1988, c.43, art.4; 1993, c.35, art.7.
- 11.2 Toute personne dans la province qui a reçu des marchandises par voie de distribution publicitaire, est exonérée, relativement à leur consommation ou à leur utilisation, de la taxe imposée par la présente loi sur la différence entre la juste valeur de ces marchandises et le paiement qu'elle a effectué uniquement et spécifiquement pour recevoir les marchandises ainsi fournies, et qui ne se rapporte pas à l'achat, la consommation ou l'utilisation par elle même d'autre bien, droit ou service.

1978, c.55, art.4.

- **11.3**(1) Sont exonérés de la taxe les services rendus à l'égard des marchandises d'une personne par celle-ci ou par ses employés.
- **11.3**(2) Sont exonérés de la taxe les services achetés se rapportant à des marchandises
  - a) qui sont apportées ou expédiées dans la province uniquement dans le but de faire l'objet de services, et
  - b) qui sont emportées ou expédiées hors de la province après l'exécution de ces services.
- 11.3(3) Les services suivants sont exonérés de la taxe :
  - a) les services dont le coût fait l'objet d'un contrat pour l'installation, l'ajustement, la réparation ou l'entretien de marchandises, autres que les vêtements et les chaussures, si la taxe a été payée sur le contrat; et
  - b) les services dont le coût fait l'objet d'un contrat pour la modification ou la réparation de vêtements et de chaussures, si la taxe a été payée sur le contrat.

1983, c.86, art.9; 1993, c.35, art.8.

#### **IMMATRICULATION**

- 12 Après la date d'entrée en vigueur de la présente loi,
  - a) nul vendeur ne doit vendre de marchandises ou services lors d'une vente au détail dans la province à moins d'être titulaire, au moment de la vente, d'un certificat d'immatriculation en vigueur à son nom, délivré en application de la présente loi;

- (b) no vendor shall purchase goods in the Province for sale at retail in the Province unless he is the holder of a registration certificate issued to him under this Act and the certificate is in force at the time of purchase;
- (c) no wholesaler shall sell in the Province to a vendor goods for sale at retail in the Province unless the vendor is the holder of a registration certificate issued to him under this Act and the certificate is in force at the time of the sale.

R.S., c.213, s.11; 1983, c.86, s.10.

**12.01** Section 12 does not apply if the vendor sells only goods or services in respect of which a consumer or purchaser is not liable to pay a tax under this Act or the *Tobacco Tax Act*.

1985, c.68, s.7.

12.1 The Commissioner may in writing authorize or require any person who is not a vendor or any class of persons who are not vendors to collect, as agent of the Minister, the tax imposed by this Act, and authorizations made under this paragraph may limit the time during which the authority conferred is exercisable and may limit the class or type of purchasers or consumers from whom tax may be collected.

1975, c.59, s.3; 1996, c.70, s.13.

- **13**(1) The Minister may issue a registration certificate to a vendor upon application to the Minister in the manner and form prescribed by the Minister.
- **13**(2) The Minister may, in his discretion, refuse to issue a registration certificate.

R.S., c.213, s.12; 1975, c.59, s.4.

14 A registration certificate shall be kept at the place of business for which it was issued and shall not be transferable.

R.S., c.213, s.13; 1975, c.59, s.5.

- **15**(1) The Minister may suspend or cancel the registration certificate of a vendor
  - (a) where the vendor is found guilty of an offence under this Act, the *Revenue Administration Act* or any other act of the Legislature prescribed by regulation,

- b) nul vendeur ne doit acheter dans la province de marchandises pour les vendre au détail dans la province à moins d'être titulaire, au moment de l'achat, d'un certificat d'immatriculation en vigueur à son nom, délivré en application de la présente loi;
- c) nul grossiste ne doit vendre à un vendeur dans la province de marchandises destinées à être vendues au détail dans la province à moins que le vendeur ne soit titulaire, au moment de la vente, d'un certificat d'immatriculation en vigueur à son nom, délivré en application de la présente loi.

S.R., c.213, art.11; 1983, c.86, art.10.

**12.01** L'article 12 ne s'applique pas si le vendeur ne vend que des marchandises ou services dont le consommateur ou l'acheteur n'a pas à payer une taxe en vertu de la présente loi ou de la *Loi de la taxe sur le tabac*.

1985, c.68, art.7.

12.1 Le commissaire peut par écrit autoriser ou obliger toute personne ou catégorie de personnes n'ayant pas la qualité de vendeur à percevoir, à titre de représentant du Ministre, la taxe imposée par la présente loi; les autorisations accordées en application du présent alinéa peuvent limiter la durée d'exercice du pouvoir conféré à ces personnes et déterminer la catégorie ou le genre d'acheteurs ou de consommateurs qui sont redevables de la taxe.

1975, c.59, art.3; 1996, c.70, art.13.

- **13**(1) Lorsqu'un vendeur en fait la demande au Ministre de la manière et sous la forme que ce dernier prescrit, le Ministre peut lui délivrer un certificat d'immatriculation.
- **13**(2) Le Ministre peut, à sa discrétion, refuser de délivrer un certificat d'immatriculation.

S.R., c.213, art.12; 1975, c.59, art.4.

14 Un certificat d'immatriculation n'est pas cessible et doit être conservé au siège d'affaires pour lequel il a été délivré.

S.R., c.213, art.13; 1975, c.59, art.5.

- **15**(1) Le Ministre peut annuler ou suspendre le certificat d'immatriculation d'un vendeur
  - a) lorsque le vendeur est déclaré coupable d'une infraction en vertu de la présente loi, de la *Loi sur l'administration du revenu* ou de toute autre loi de l'Assemblée législative prescrite par règlement,

- (b) where the vendor is in default in the payment or remittance of tax that is due and payable under this Act,
- (c) where any licence, permit, registration, certificate or other privilege of the vendor, that is issued or granted under an act of the Legislature for the purpose of the sale of goods, is suspended, cancelled, revoked or terminated,
- (d) where an agreement entered into by the vendor under the *Lotteries Act* is suspended or terminated or a penalty is imposed against the vendor under that Act or the regulations under that Act,
- (e) where there is a judgment against the vendor under the *Revenue Administration Act*, or
- (f) in the circumstances provided for in the regulations.
- **15**(2) The Minister may reinstate a registration certificate of a vendor that is suspended or cancelled under subsection (1) on such terms and conditions as the Minister deems necessary.
- R.S., c.213, s.14; 1955, c.75, s.2; 1983, c.8, s.33; 1995, c.27, s.1.
- **15.01**(1) Every person who, as assignee, liquidator, administrator, receiver, receiver-manager, trustee or other like person, other than a trustee appointed under the *Bankruptcy Act*, chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, takes control or possession of the property of any vendor or carries on or manages the business of the vendor shall, before carrying on or managing the business or before distributing the property or proceeds from the realization thereof under his control or possession, obtain from the Minister a registration certificate prescribed by section 13 and shall be deemed to be a vendor for all purposes of this Act.
- **15.01**(2) Any person referred to in subsection (1) who takes control or possession of the property of any vendor or who carries on or manages the business of any vendor shall remit to the Minister all unremitted taxes collected by and deposits made with the vendor at such time or times and in such manner as may be prescribed by the regulations.

- b) lorsque le vendeur se trouve en défaut de paiement de toute taxe due et payable en vertu de la présente loi ou omet de la remettre,
- c) lorsque tout permis, licence, immatriculation, certificat ou autre privilège du vendeur qui est délivré ou accordé en vertu d'une loi de l'Assemblée législative en vue de la vente de marchandises est suspendu, annulé, révoqué ou que l'on y ait mis fin par quelque mesure de sanction,
- d) lorsqu'un accord conclu par le vendeur en vertu de la *Loi sur les loteries* est suspendu ou que l'on y met fin ou qu'une pénalité est imposée au vendeur en vertu de cette loi ou des règlements établis sous son régime,
- e) lorsqu'un jugement est rendu contre le vendeur en vertu de la *Loi sur l'administration du revenu*, ou
- f) dans les circonstances prévues aux règlements.
- **15**(2) Le Ministre peut revalider le certificat d'immatriculation d'un vendeur qui est annulé ou suspendu en vertu du paragraphe (1) selon les modalités et les conditions qu'il juge nécessaires.
- S.R., c.213, art.14; 1955, c.75, art.2; 1983, c.8, art.33; 1995, c.27, art.1.
- **15.01**(1) Quiconque, à titre de cessionnaire, de liquidateur, d'administrateur, de séquestre, de séquestre-gérant, de syndic ou toute personne semblable à l'exception d'un syndic nommé en vertu de la *Loi sur la faillite*, chapitre B-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, prend contrôle ou possession des biens d'un vendeur, continue ou gère les affaires d'un vendeur, doit, avant de continuer ou de gérer ces affaires ou avant de distribuer les biens ou revenus tirés de leur réalisation sous son contrôle ou sa possession, obtenir du Ministre un certificat d'immatriculation prescrit à l'article 13 et est réputé être un vendeur aux fins de la présente loi.
- **15.01**(2) Toute personne visée au paragraphe (1) qui prend contrôle ou possession des biens d'un vendeur ou continue ou gère les affaires d'un vendeur, doit remettre, de la manière et à l'époque prescrites par règlements, au Ministre, toutes les taxes perçues et les dépôts reçus par le vendeur.

- **15.01**(3) Any person referred to in subsection (1) who takes control or possession of the property of a vendor or who carries on or manages the business of a vendor and
  - (a) distributes the property or proceeds from the realization thereof under his control or possession without having obtained the registration certificate required under subsection (1), or
  - (b) distributes any unremitted taxes collected by and deposits made with the vendor

is personally liable to Her Majesty in right of the Province for any amount that is due and payable by the vendor to Her Majesty under this Act.

1979, c.67, s.5.

**15.1** A violation of section 12 or of a term or condition of a registration certificate may be restrained whether or not a penalty is imposed for such violation, by action or proceedings in The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

1978, c.55, s.5; 1979, c.41, s.115.

- **15.2**(1) No person, except a person exempted in accordance with the regulations, shall use or consume goods within the Province and use or consume such goods frequently or substantially outside the Province unless the person is registered under this section and the registration is in force at the time of such use or consumption.
- **15.2**(2) The Minister may register a person under this section upon application to the Minister on a form provided by the Minister and may impose such terms and conditions on the registration as the Minister deems necessary.
- **15.2**(3) The Minister may refuse to register a person under subsection (2).
- **15.2**(4) The Minister may suspend or cancel a registration under this section
  - (a) where the person registered under this section is found guilty of an offence under this Act or the Revenue Administration Act.
  - (b) where the person registered under this section is in default in the payment of any tax that is due and payable under this Act,

- **15.01**(3) Toute personne visée au paragraphe (1) qui prend contrôle ou possession des biens d'un vendeur ou qui continue ou gère le commerce d'un vendeur et
  - a) distribue les biens ou revenus tirés de leur réalisation sous son contrôle ou sa possession sans avoir obtenu le certificat d'immatriculation requis au paragraphe (1), ou
  - b) distribue les taxes perçues et les dépôts reçus par le vendeur qu'il n'a pas remis

est personnellement responsable à l'égard de Sa Majesté du chef de la province de toute somme due et payable par le vendeur à Sa Majesté en vertu de la présente loi.

1979, c.67, art.5.

**15.1** Qu'une infraction à l'article 12 ou à une condition d'un certificat d'immatriculation ait déjà été sanctionnée ou non, une action ou des procédures peuvent être intentées devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick pour la faire cesser.

1978, c.55, art.5; 1979, c.41, art.115.

- **15.2**(1) Nul ne peut, à l'exception d'une personne exonérée en conformité des règlements, utiliser ou consommer des marchandises dans la province et utiliser ou consommer ces marchandises fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province s'il n'est immatriculé en application du présent article et dont l'immatriculation est en vigueur au moment de l'usage ou de la consommation.
- **15.2**(2) Le Ministre peut immatriculer une personne en vertu du présent article lorsque celle-ci lui en fait la demande au moyen de la formule qu'il fournit et le Ministre peut imposer relativement à l'immatriculation, les modalités et conditions qu'il juge nécessaires.
- **15.2**(3) Le Ministre peut refuser d'immatriculer une personne en vertu du paragraphe (2).
- **15.2**(4) Le Ministre peut suspendre ou annuler une immatriculation accordée en application du présent article
  - a) lorsque la personne immatriculée en application du présent article est reconnue coupable d'une infraction à la présente loi ou à la *Loi sur l'administration du revenu*,
  - b) lorsque la personne immatriculée en application du présent article est en défaut de paiement de toute taxe exigible en vertu de la présente loi,

- (c) where there is a judgment under the *Revenue Administration Act* against the person registered under this section, and
- (d) in the circumstances provided for in the regulations.
- **15.2**(5) The Minister may reinstate a registration suspended or cancelled under subsection (4) on such terms and conditions as the Minister deems necessary.
- **15.2**(6) A violation of or failure to comply with subsection (1) or a term or condition of a registration under this section may be restrained, whether or not a penalty is imposed for such violation or failure to comply, by an action or proceeding in The Court of Queen's Bench of New Brunswick.

1993, c.66, s.3.

#### **COLLECTION**

- 16 Every vendor shall be an agent of the Minister for the purpose of collecting the tax imposed by section 4 and payable under section 5, and as such shall collect the tax.
- R.S., c.213, s.15; 1957, c.59, s.4; 1979, c.67, s.6.
- 17 Every vendor shall be an agent of the Minister for the purpose of receiving deposits made under section 10, and as such shall receive such deposits.

R.S., c.213, s.16.

- **18**(1) The tax imposed by section 4 and payable under subsection 5(1), or a deposit made under section 10, whether the purchase price be stipulated to be payable in cash or on terms or by instalments or otherwise, shall be collected or made as the case may be, at the time of the purchase on the whole amount of the purchase price.
- **18**(2) The tax imposed under section 4 and payable under subsection 5(2), whether the purchase price is stipulated to be payable in cash or on terms or by instalments or otherwise, shall be collected at such time and in such manner as the Commissioner requires.

R.S., c.213, s.17; 1957, c.59, s.5; 1979, c.67, s.7; 1993, c.66, s.4.

**18.1** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47. 1976, c.55, s.3; 1983, c.R-10.22, s.47.

- c) lorsqu'il y a un jugement en application de la *Loi* sur l'administration du revenu contre la personne immatriculée en application du présent article, et
- d) dans les circonstances décrites aux règlements.
- **15.2**(5) Le Ministre peut revalider l'immatriculation suspendue ou annulée en application du paragraphe (4) selon les modalités et les conditions qu'il juge nécessaires.
- **15.2**(6) Qu'une infraction ou qu'un défaut de se conformer au paragraphe (1) ou à une modalité ou condition de l'immatriculation accordée en vertu du présent article aient été sanctionnés ou non, une action ou des procédures peuvent être intentées devant la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick.

1993, c.66, art.3.

#### **PERCEPTION**

- 16 Tout vendeur est un représentant du Ministre aux fins de la perception de la taxe imposée par l'article 4 et payable en application de l'article 5 et doit, à ce titre, percevoir cette taxe.
- S.R., c.213, art.15; 1957, c.59, art.4; 1979, c.67, art.6.
- 17 Tout vendeur est un représentant du Ministre aux fins de recevoir les sommes déposées en vertu de l'article 10 et doit, à ce titre, recevoir ces sommes en dépôt.

S.R., c.213, art.16.

- **18**(1) La taxe imposée par l'article 4 et payable en application du paragraphe 5(1), ou un dépôt effectué en application de l'article 10, qu'il soit stipulé que le prix d'achat doit être payé comptant, dans un certain délai, par versements ou de toute autre façon, doit être versé au moment de l'achat, sur le plein montant du prix d'achat.
- **18**(2) La taxe imposée par l'article 4 et payable en application du paragraphe 5(2), qu'il soit stipulé que le prix d'achat doit être payé comptant, dans un certain délai, par versements ou de toute autre façon, est perçue au moment et de la manière fixés par le commissaire.
- S.R., c.213, art.17; 1957, c.59, art.5; 1979, c.67, art.7; 1993, c.66, art.4.
- **18.1** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47. 1976, c.55, art.3; 1983, c.R-10.22, art.47.

**19** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1955, c.75, s.3; 1978, c.55, s.6; 1979, c.67, s.8; 1980, c.52, s.5; 1983, c.R-10.22, s.47.

**19.1** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1979, c.67, s.9; 1980, c.32, s.37; 1980, c.52, s.6; 1983, c.R-10.22, s.47.

**20** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.18; 1983, c.R-10.22, s.47.

**21** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.19; 1971, c.65, s.3; 1983, c.R-10.22, s.47.

**22** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.20; 1983, c.R-10.22, s.47.

#### **RETURNS**

23 Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.21; 1975, c.59, s.6; 1983, c.R-10.22, s.47.

**24** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.22; 1983, c.R-10.22, s.47.

**24.1** Any person, other than a vendor, who makes a retail sale within the Province to a consumer or purchaser shall upon the written request of the Minister provide the Minister with a copy of the bill of sale or other such documents relating to the sale as he requires.

1976, c.55, s.4; 1983, c.86, s.11.

**25** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.23; 1983, c.R-10.22, s.47.

**26** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.24; 1971, c.65, s.4; 1983, c.R-10.22, s.47.

#### APPEAL

**27** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.25; 1957, c.59, s.6; 1971, c.65, s.5; 1975, c.59, s.7; 1983, c.86, s.12; 1983, c.R-10.22, s.47.

**19** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1955, c.75, art.3; 1978, c.55, art.6; 1979, c.67, art.8; 1980, c.52, art.5; 1983, c.R-10.22, art.47.

**19.1** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1979, c.67, art.9; 1980, c.32, art.37; 1980, c.52, art.6; 1983, c.R-10.22, art.47.

**20** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.18; 1983, c.R-10.22, art.47.

**21** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.19; 1971, c.65, art.3; 1983, c.R-10.22, art.47.

22 Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.20; 1983, c.R-10.22, art.47.

## **DÉCLARATIONS**

23 Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.21; 1975, c.59, art.6; 1983, c.R-10.22, art.47.

**24** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.22; 1983, c.R-10.22, art.47.

**24.1** Toute personne qui, sans avoir la qualité de vendeur, effectue une vente au détail dans la province à un consommateur ou acheteur doit, sur demande écrite du Ministre, lui remettre une copie de l'acte de vente ou de tout autre document relatif à la vente.

1976, c.55, art.4; 1983, c.86, art.11.

**25** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.23; 1983, c.R-10.22, art.47.

**26** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.24; 1971, c.65, art.4; 1983, c.R-10.22, art.47.

#### **APPELS**

**27** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.25; 1957, c.59, art.6; 1971, c.65, art.5; 1975, c.59, art.7; 1983, c.86, art.12; 1983, c.R-10.22, art.47.

- **28** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.26; 1957, c.59, s.6; 1971, c.65, s.6; 1983, c.86, s.13; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **29** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.27; 1957, c.59, s.6; 1979, c.41, s.115; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **30** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.28; 1957, c.59, s.6; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **31** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.29; 1957, c.59, s.6; 1979, c.41, s.115; 1980, c.32, s.37; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **32** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.30; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **33** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.31; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **34** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.32; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **35** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.33; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **36** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.34; 1979, c.41, s.115; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **37** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.35; 1983, c.R-10.22, s.47.

#### RECOVERY OF TAX, ETC.

- **38** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.36; 1957, c.59, s.7; 1971, c.65, s.7; 1979, c.41, s.115; 1980, c.32, s.37; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **39** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.37; 1957, c.59, s.7; 1983, c.R-10.22, s.47; 1983, c.86, s.14.
- **40** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.38; 1983, c.R-10.22, s.47.

- 28 Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.26; 1957, c.59, art.6; 1971, c.65, art.6; 1983, c.86, art.13; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **29** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.27; 1957, c.59, art.6; 1979, c.41, art.115; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **30** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.28; 1957, c.59, art.6; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **31** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.29; 1957, c.59, art.6; 1979, c.41, art.115; 1980, c.32, art.37; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **32** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.30; 1983, c.R-10.22, art.47.
- 33 Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.31; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **34** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.32; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **35** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.33; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **36** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.34; 1979, c.41, art.115; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **37** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.35; 1983, c.R-10.22, art.47.

# RECOUVREMENT DE LA TAXE, ETC.

- **38** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.36; 1957, c.59, art.7; 1971, c.65, art.7; 1979, c.41, art.115; 1980, c.32, s.37; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **39** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.37; 1957, c.59, art.7; 1983, c.R-10.22, art.47; 1983, c.86, art.14.
- **40** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.38; 1983, c.R-10.22, art.47.

#### INSPECTION

- **41** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- R.S., c.213, s.39; 1983, c.86, s.15; 1983, c.R-10.22, s.47.
- **42** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.40; 1957, c.59, s.8; 1983, c.86, s.16; 1983, c.R-10.22, s.47.

#### OFFENCES AND PENALTIES

- 43 A person who makes a false statement in any form or return provided for under this Act commits an offence. R.S., c.213, s.41; 1990, c.61, s.131.
- **44**(1) A person who violates or fails to comply with any provision of the regulations commits an offence.
- **44**(2) A person who violates or fails to comply with a provision of this Act that is listed in Column I of Schedule A commits an offence.
- **44**(3) For the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*, each offence listed in Column I of Schedule A is punishable as an offence of the category listed beside it in Column II of Schedule A.
- R.S., c.213, s.42; 1990, c.61, s.131.
- **45** Repealed: 1990, c.61, s.131.
- R.S., c.213, s.43; 1986, c.76, s.6; 1990, c.61, s.131.
- **45.1**(1) The Minister, any inspector or any person authorized by the Minister to act under this section may, before the institution of proceedings against a person in respect of an offence under this Act or the regulations, accept from a person alleged to have committed an offence under this Act or the regulations
  - (a) for a first offence, the payment of a sum equal to the minimum penalty prescribed for the offence,
  - (b) for a second offence, the payment of a sum equal to twice the minimum penalty prescribed for the offence, or
  - (c) for a third or subsequent offence, the payment of a sum equal to the maximum penalty prescribed for the offence.

#### **INSPECTION**

- **41** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.39; 1983, c.86, art.15; 1983, c.R-10.22, art.47.
- **42** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- S.R., c.213, art.40; 1957, c.59, art.8; 1983, c.86, art.16; 1983, c.R-10.22, art.47.

#### INFRACTIONS ET PEINES

- 43 Quiconque fait une fausse déclaration dans toute formule ou déclaration prévue par la présente loi commet une infraction.
- S.R., c.213, art.41; 1990, c.61, art.131.
- **44**(1) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition des règlements commet une infraction.
- **44**(2) Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi qui figure dans la colonne I de l'annexe A commet une infraction.
- **44**(3) Aux fins de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, chaque infraction qui figure dans la colonne I de l'annexe A est punissable à titre d'infraction de la classe qui figure vis-à-vis dans la colonne II de l'annexe A.
- S.R., c.213, art.42; 1990, c.61, art.131.
- **45** Abrogé: 1990, c.61, art.131.
- S.R., c.213, art.43; 1986, c.76, art.6; 1990, c.61, art.131.
- **45.1**(1) Le Ministre, un inspecteur ou une personne autorisée par le Ministre pour agir en application du présent article peut, avant l'engagement des procédures contre une personne à l'égard d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, accepter de la personne qui est présumée avoir commis une infraction à la présente loi ou aux règlements
  - a) lors d'une première infraction, le paiement d'une somme égale à la peine pécuniaire minimale prescrite pour l'infraction,
  - b) lors d'une seconde infraction, le paiement d'une somme égale au double de la peine pécuniaire minimale prescrite pour l'infraction, ou
  - c) lors d'une troisième infraction ou d'une infraction subséquente, le paiement d'une somme égale à la peine pécuniaire maximale prescrite pour l'infraction.

- **45.1**(2) A person who accepts payment under subsection (1) shall deliver a receipt to the offender showing the amount paid, the date of payment and the offence in respect of which the payment is made.
- **45.1**(3) A person who makes a payment under subsection (1) shall not be prosecuted for the offence in respect of which the payment was made.
- **45.1**(4) For the purposes of this Act only, a person who makes a payment under subsection (1) shall be deemed to have been convicted of the alleged offence in respect of which the payment was made.
- **45.1**(5) Subsections (1) and (3) do not prevent the prosecution of a person who does not make a payment under subsection (1).

1986, c.76, s.7; 1990, c.22, s.47; 1996, c.70, s.13.

**46** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.44; 1957, c.59, s.9; 1983, c.R-10.22, s.47.

**47** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1966, c.107, s.7; 1968, c.55, s.4; 1983, c.R-10.22, s.47.

**48** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1971, c.65, s.8; 1983, c.R-10.22, s.47.

**49** Repealed: 1987, c.4, s.13.

R.S., c.213, s.45; 1987, c.4, s.13.

- **49.01** In a prosecution or other proceeding under this Act, a certificate purporting to be signed by the Commissioner stating that
  - (a) a vendor was not registered under this Act at a specified time,
  - (b) a specified amount is the amount of tax collected or deemed to have been collected, and to be remitted under this Act and the regulations, or
  - (c) taxes were unremitted during a specified period of time

may be adduced in evidence without proof of the appointment, signature or authority of the Commissioner and, when so adduced, is, in the absence of evidence to the

- **45.1**(2) Une personne qui accepte un paiement en vertu du paragraphe (1) doit délivrer à celle qui a commis l'infraction un reçu indiquant la somme payée, la date du paiement et l'infraction à l'égard de laquelle le paiement est effectué.
- **45.1**(3) Une personne qui effectue un paiement en vertu du paragraphe (1) ne peut être poursuivie pour l'infraction à l'égard de laquelle le paiement a été effectué.
- **45.1**(4) Aux fins de la présente loi seulement, une personne qui fait un paiement en vertu du paragraphe (1) est réputée avoir été déclarée coupable de l'infraction alléguée à l'égard de laquelle le paiement a été effectué.
- **45.1**(5) Les paragraphes (1) et (3) n'empêchent pas la poursuite d'une personne qui n'effectue pas un paiement en vertu du paragraphe (1).

1986, c.76, art.7; 1990, c.22, art.47; 1996, c.70, art.13.

**46** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.44; 1957, c.59, art.9; 1983, c.R-10.22, art.47.

**47** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1966, c.107, art.7; 1968, c.55, art.4; 1983, c.R-10.22, art.47.

**48** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1971, c.65, art.8; 1983, c.R-10.22, art.47.

**49** Abrogé: 1987, c.4, art.13.

S.R., c.213, art.45; 1987, c.4, art.13.

- **49.01** Dans une poursuite ou autre procédure en vertu de la présente loi, un certificat présenté comme étant signé par le Commissaire, établissant
  - *a)* qu'un vendeur n'était pas enregistré en vertu de la présente loi à une date déterminée,
  - b) qu'un montant déterminé est le montant de la taxe perçue ou réputée avoir été perçue, et qui doit être versé en vertu de la présente loi et des règlements, ou
  - c) que des taxes n'ont pas été versées pendant une période de temps déterminée,

peut être produit en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du Commissaire et, lorsqu'il est ainsi produit, il fait, en l'abcontrary, proof of the facts stated therein and, where the person named in the certificate has the same name as the accused, that the person named in the certificate is the accused.

1983, c.85, s.5.

**49.1** Upon convicting a person for an offence under this Act the Court may, in addition to any penalty imposed, order the person to pay to the Minister or to the Court for the benefit of the Minister any amount owing under this Act and in default of payment the person is liable to imprisonment for a term not exceeding three months.

1979, c.67, s.10.

**49.2** A prosecution for a violation of this Act shall be commenced within three years from the time of the violation

1979, c.67, s.10.

#### **GENERAL**

- **50**(1) No vendor shall advertise, post or otherwise quote a price that includes the tax imposed by this Act unless the vendor
  - (a) posts in the premises conspicuous signs clearly indicating to shoppers and purchasers that the price includes the tax and clearly indicating the rate of the tax expressed as a per cent, and
  - (b) gives to the purchaser, at the time of purchase, a bill of sale, cash register receipt or other evidence of payment that clearly identifies to the purchaser, as a separate item and distinct from any other tax and from the price, the amount of the tax imposed by this Act that is included in the price.
- **50**(2) No vendor shall hold out or state to the public or to any purchaser, directly or indirectly, that the tax or any part thereof imposed by this Act will be assumed or absorbed by such vendor or that it will not be considered as an element in the price to the purchaser or, that the tax or any part thereof will be refunded.
- **50**(3) Repealed: 1994, c.33, s.3.

R.S., c.213, s.46; 1975, c.59, s.8; 1987, c.55, s.3; 1994, c.33, s.3.

sence de preuve contraire, foi des énonciations qui y figurent ainsi que du fait que la personne qui y est nommément désignée est bien l'accusé si les noms de cette personne et de l'accusé correspondent.

1983, c.85, art.5.

**49.1** Lorsqu'il déclare une personne coupable d'une infraction visée par la présente loi, le tribunal peut lui ordonner, en plus de toute autre pénalité imposée, de payer au Ministre ou au tribunal au profit du Ministre, toute somme due en vertu de la présente loi et, à défaut de paiement, cette personne est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois au plus.

1979, c.67, art.10.

**49.2** Toute pour suite pour infraction à la présente loi doit être intentée au cours des trois années qui suivent l'infraction.

1979, c.67, art.10.

# DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- **50**(1) Nul vendeur ne peut annoncer, afficher ou autrement établir un prix qui comprend la taxe imposée par la présente loi à moins que le vendeur
  - a) n'affiche dans les locaux des enseignes bien en vue indiquant clairement aux personnes qui font leurs courses que le prix comprend la taxe et indiquant clairement le taux de la taxe exprimé en pourcentage, et
  - b) ne donne à l'acheteur, au moment de l'achat, une facture de vente, un reçu de caisse enregistreuse ou une autre preuve de paiement qui précise clairement à l'acheteur, comme article distinct et distinctement de toute autre taxe et du prix, le montant de la taxe imposée par la présente loi qui est comprise dans le prix.
- **50**(2) Nul vendeur ne doit soutenir ou affirmer en public ou à tout acheteur, directement ou indirectement, qu'il prendra à son propre compte ou absorbera la totalité ou une partie de la taxe imposée par la présente loi ou que cette taxe ne sera pas comprise dans le prix proposé à l'acheteur ou qu'elle sera remboursée en totalité ou en partie.
- **50**(3) Abrogé: 1994, c.33, art.3.

S.R., c.213, art.46; 1975, c.59, art.8; 1987, c.55, art.3; 1994, c.33, art.3.

**51** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1971, c.65, s.9; 1983, c.R-10.22, s.47.

**52** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1971, c.65, s.9; 1976, c.55, s.5; 1983, c.R-10.22, s.47.

**53** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

R.S., c.213, s.47; 1966, c.107, s.8; 1980, c.52, s.7; 1983, c.R-10.22, s.47.

**54** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1966, c.107, s.9; 1983, c.R-10.22, s.47.

**55** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1971, c.65, s.10; 1983, c.R-10.22, s.47.

**56** Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.

1971, c.65, s.10; 1983, c.R-10.22, s.47.

57 The proceeds of the tax shall be paid into the Consolidated Fund and shall be used to defray expenditures for social services and education.

R.S., c.213, s.48; 1966, c.107, s.10.

58 Where a corporation is guilty of an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in, or participated in, the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and on conviction is liable to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

1971, c.65, s.11; 1990, c.22, s.47.

- **58.1**(1) The Minister may enter into agreements with the authorized representatives of a territory or another province with respect to the proration among the participating territories or provinces of tax paid on motor vehicles, trailers, and motor vehicle and trailer parts used in the interprovincial trucking industry.
- **58.1**(2) The Minister may enter into agreements with the authorized representatives of a territory or another province with respect to the collection by a participating territory or province of taxes payable by a resident of that territory or province on motor vehicles and trailers pur-

**51** Abrogé : 1983, c.R-10.22, art.47. 1971, c.65, art.9; 1983, c.R-10.22, art.47.

**52** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1971, c.65, art.9; 1976, c.55, art.5; 1983, c.R-10.22, art.47.

**53** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

S.R., c.213, art.47; 1966, c.107, art.8; 1980, c.52, art.7; 1983, c.R-10.22, art.47.

**54** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1966, c.107, art.9; 1983, c.R-10.22, art.47.

**55** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1971, c.65, art.10; 1983, c.R-10.22, art.47.

**56** Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.

1971, c.65, art.10; 1983, c.R-10.22, art.47.

57 Le produit de la taxe est versé au Fonds consolidé et sert à couvrir les dépenses des services sociaux et de l'éducation.

S.R., c.213, art.48; 1966, c.107, art.10.

58 Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction prévue par la présente loi, tout dirigeant, administrateur ou représentant de la corporation qui a ordonné ou permis que l'infraction soit commise ou y a acquiescé, consenti ou participé, est partie à l'infraction, en est coupable et est passible, sur déclaration de culpabilité, de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

1971, c.65, art.11; 1990, c.22, art.47.

- **58.1**(1) Le Ministre peut conclure des ententes avec les représentants autorisés d'un territoire ou d'une autre province relativement à la distribution au prorata, entre les territoires ou les provinces participants, de la taxe payée sur les véhicules à moteur, les remorques et les pièces de véhicules à moteur et de remorques utilisées par l'industrie du camionnage interprovincial.
- **58.1**(2) Le Ministre peut conclure des ententes avec les représentants autorisés d'un territoire ou d'une autre province relativement à la perception par un territoire ou une province participants des taxes payables par un résident de ce territoire ou de cette province sur les véhicules à moteur

chased by the resident for partial consumption in New Brunswick.

1988, c.43, s.5.

- **58.2**(1) The Minister may enter into agreements with the authorized representatives of the Province of Nova Scotia and the Province of Prince Edward Island for the imposition, collection and apportionment of a tax in respect of the consumption of goods purchased on ferries operating between the participating provinces.
- **58.2**(2) An agreement under subsection (1) may provide for the application of the law of a participating province other than New Brunswick to the imposition and collection of a tax in respect of the consumption of goods purchased on ferries operating between the participating provinces.
- **58.2**(3) An agreement entered into before this section comes into force that would be authorized by this section is ratified and confirmed and shall be deemed to have been validly entered into and to have been and to be valid and enforceable.

1993, c.10, s.4.

- **59**(1) For the purpose of giving effect to the provisions of this Act according to their true intent and of supplying any deficiency therein, the Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as are considered necessary or advisable.
- **59**(2) Without limiting the generality of subsection (1), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations,
  - (a) respecting the forms and records to be used for the purpose of this Act or the regulations;
  - (a.1) respecting exemption from tax in relation to goods sold
    - (i) by a parent body to its wholly owned subsidiary,
    - (ii) by a wholly owned subsidiary to its parent body, or
    - (iii) by one wholly owned subsidiary to another wholly owned subsidiary, each having a common parent body;

et les remorques achetés par le résident aux fins d'une utilisation partielle au Nouveau-Brunswick.

1988, c.43, art.5.

- **58.2**(1) Le Ministre peut conclure des ententes avec les représentants autorisés de la province de la Nouvelle-Écosse et de la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'imposition, la perception et le partage d'une taxe payable sur la consommation de marchandises achetées à bord des traversiers effectuant des traversées entre les provinces participantes.
- **58.2**(2) Une entente en vertu du paragraphe (1) peut prévoir l'application de la loi d'une province participante autre que celle du Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à l'imposition et la perception d'une taxe sur la consommation de marchandises achetées à bord des traversiers effectuant des traversées entre les provinces participantes.
- **58.2**(3) Une entente conclue avant l'entrée en vigueur du présent article qui serait autorisée par le présent article est entérinée et confirmée et, est réputée avoir été conclue validement et avoir été valide et être valide et, avoir eu et avoir force exécutoire.

1993, c.10, art.4.

- **59**(1) Afin de donner effet aux dispositions de la présente loi selon leur portée véritable et de combler toute lacune qui s'y trouve, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir les règlements jugés nécessaires ou utiles.
- **59**(2) Sans restreindre la portée générale du paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements
  - *a)* concernant les formules et registres à utiliser aux fins de la présente loi ou des règlements;
  - a.1) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues
    - (i) par une corporation mère à sa filiale en propriété exclusive,
    - (ii) par une filiale en propriété exclusive à sa corporation mère, ou
    - (iii) par une filiale en propriété exclusive à une autre filiale en propriété exclusive, chacune ayant une même corporation mère;

- (a.11) respecting exemption from tax in relation to goods sold to a corporation, at the time of its incorporation, by a person who has a part ownership of the corporation;
- (a.2) respecting the powers of the Commissioner in relation to exemptions from tax referred to in paragraphs (a.1) and (a.11) and the circumstances in which such powers may be exercised;
- (a.3) respecting appeals from decisions made by the Commissioner in relation to exemptions from tax referred to in paragraphs (a.1) and (a.11);
- (a.4) respecting exemption from tax in relation to goods sold by an amalgamating corporation, at the time of amalgamation, to the amalgamated corporation;
- (a.5) respecting exemption from tax in relation to goods sold by a corporation, at the time of its winding-up or dissolution, to a person who had, until the time of its winding-up or dissolution, a part ownership of the corporation;
- (a.6) respecting exemption from tax in relation to goods sold to a partnership, at the time of its formation or at the time of a change in its membership, by a person who becomes, at the time of its formation or at the time of the change in its membership, a partner in the partnership;
- (a.7) respecting exemption from tax in relation to goods sold by a partnership, at the time of a change in its membership or at the time of its dissolution, to a person who was, until the time of the change in its membership or until the time of its dissolution, a partner in the partnership;
- (a.8) respecting the powers of the Commissioner in relation to exemptions from tax referred to in paragraphs (a.4) to (a.7) and the circumstances in which such powers may be exercised;
- (a.9) respecting appeals from decisions made by the Commissioner in relation to exemptions from tax referred to in paragraphs (a.4) to (a.7);
- (b) prescribing the time and manner for remittances under subsection 15.01(2);

- a.11) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues à une corporation, au moment de sa constitution en corporation, par une personne partiellement propriétaire de la corporation;
- a.2) concernant les pouvoirs du commissaire relativement aux exonérations de la taxe visées aux alinéas a.1) et a.11) et les circonstances dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés;
- a.3) concernant les appels des décisions rendues par le commissaire relativement aux exonérations de la taxe visées aux alinéas a.1) et a.11);
- a.4) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues par une corporation fusionnante, au moment de la fusion, à la corporation issue de la fusion:
- a.5) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues par une corporation, au moment de sa liquidation ou sa dissolution, à une personne qui était, jusqu'à l'époque de sa liquidation ou sa dissolution, partiellement propriétaire de la corporation;
- a.6) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues à une société, au moment de son établissement ou au moment d'un changement parmi ses membres, par une personne qui devient, au moment de son établissement ou au moment du changement parmi ses membres, un associé de la société:
- a.7) concernant une exonération de la taxe relativement aux marchandises vendues par une société, au moment d'un changement parmi ses membres ou au moment de sa dissolution, à une personne qui était, jusqu'au moment du changement parmi ses membres ou jusqu'au moment de sa dissolution, un associé de la société:
- a.8) concernant les pouvoirs du commissaire relativement aux exonérations de la taxe visées aux alinéas a.4) à a.7) et les circonstances dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés;
- a.9) concernant les appels des décisions rendues par le commissaire relativement aux exonérations de la taxe visées aux alinéas a.4) à a.7);
- b) prescrivant la date des remises et la manière de les faire en vertu du paragraphe 15.01(2);

- (b.1) fixing a sum for purposes of subsection 8.1(8);
- (b.2) exempting contracts from the application of section 8.1;
- (b.3) fixing a fee for the issuance of a certificate under section 8.1:
- (c) Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- (d) authorizing a designated officer or class of officers to exercise any powers or perform any duties of the Commissioner under this Act;
- (d.1) respecting the manner in which, the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be and may be registered as a farmer for the purposes of this Act;
- (d.2) respecting the manner in which, the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be and may be registered as a fisherman for the purposes of this Act;
- (d.3) respecting the manner in which, the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be and may be registered as a silviculturist for the purposes of this Act;
- (d.4) respecting the manner in which, the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be and may be registered as a wood producer for the purposes of this Act;
- (d.5) respecting the manner in which, the criteria by which, and the procedure, terms and conditions under which a person may be determined to be and may be registered as an aquaculturist for the purposes of this Act;
- (d.6) respecting the suspension, cancellation and reinstatement of the registration of a person for the purposes of this Act as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist, as the case may be;
- (d.7) fixing a fee for the registration or the renewal of a registration of a person for the purposes of this Act as a farmer, fisherman, silviculturist, wood producer or aquaculturist;

- *b.1*) prescrivant un montant aux fins du paragraphe 8.1(8);
- *b.2*) exemptant des contrats de l'application de l'article 8.1;
- *b.3*) fixant un droit pour la délivrance d'un certificat en vertu de l'article 8.1;
- c) Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- d) autorisant un fonctionnaire ou une catégorie de fonctionnaires désignés à exercer tous pouvoirs ou fonctions qui sont dévolus au commissaire en vertu de la présente loi;
- d.1) concernant la manière, les critères, la procédure, les modalités et les conditions selon lesquels une personne peut être considérée et enregistrée à titre d'agriculteur aux fins de la présente loi;
- d.2) concernant la manière, les critères, la procédure, les modalités et les conditions selon lesquels une personne peut être considérée et enregistrée à titre de pêcheur aux fins de la présente loi;
- d.3) concernant la manière, les critères, la procédure, les modalités et les conditions selon lesquels une personne peut être considérée et enregistrée à titre de sylviculteur aux fins de la présente loi;
- d.4) concernant la manière, les critères, la procédure, les modalités et les conditions selon lesquels une personne peut être considérée et enregistrée à titre de producteur de bois aux fins de la présente loi;
- d.5) concernant la manière, les critères, la procédure, les modalités et les conditions selon lesquels une personne peut être considérée et enregistrée à titre d'aquaculteur aux fins de la présente loi;
- d.6) concernant la suspension, l'annulation et le rétablissement de l'enregistrement d'une personne aux fins de la présente loi en tant qu'agriculteur, que pêcheur, que sylviculteur, que producteur de bois ou qu'aquaculteur, selon le cas;
- d.7) fixant un droit pour l'enregistrement ou le renouvellement d'enregistrement d'une personne aux fins de la présente loi à titre d'agriculteur, de pêcheur, de sylviculteur, de producteur de bois ou d'aquaculteur;

- (e) providing for rebate of the tax in whole or in part to
  - (i) the Crown,
  - (ii) religious, charitable or benevolent organizations with respect to the purchase of goods or services entering into capital investment by such organizations,
  - (iii) purchasers in such exceptional circumstances as may be prescribed by regulation,
  - (iv) purchasers of such goods or services as may be prescribed by regulation and more particularly, but not so as to restrict the generality of the foregoing, to purchasers of hospital beds for home use and to purchasers of special equipment required by disabled persons,
  - (v) owners of real property in respect of elevating devices specifically designed for use by physically handicapped persons that have been installed on the real property for the benefit of these persons,
  - (vi) the purchaser of a specially equipped passenger vehicle, truck not exceeding forty-five hundred kilograms in gross vehicle mass or van, if the passenger vehicle, truck or van is to be used primarily for the personal transportation of a person who is permanently deprived of the use of both lower limbs as a result of a physiological ailment, injury, defect or deficiency,
  - (vii) the purchaser of a specially equipped motor vehicle, if
    - (A) the purchaser is a non-profit or charitable organization, or donates the vehicle to a non-profit or charitable organization within thirty days after the purchase, and
    - (B) the vehicle is to be used by the organization primarily for the transportation of a person who is deprived of the use of both lower limbs as a result of a physiological ailment, injury, defect or deficiency,

- *e*) prévoyant une exonération totale ou partielle de la taxe en faveur
  - (i) de la Couronne,
  - (ii) d'organisations religieuses, charitables ou bénévoles en ce qui concerne l'achat de marchandises ou de services faisant partie de leurs immobilisations,
  - (iii) des acheteurs dans des circonstances exceptionnelles qui peuvent être prescrites par règlement,
  - (iv) des acheteurs de marchandises ou services qui peuvent être prescrits par règlement et plus particulièrement, mais sans restreindre la portée générale de ce qui précède, des acheteurs de lits d'hôpitaux à usage domestique et des acheteurs d'équipement spécial nécessaire aux personnes infirmes,
  - (v) des propriétaires de biens réels relativement aux appareils élévateurs conçus spécialement pour l'usage de personnes physiquement handicapées qui ont été installés sur les biens réels au bénéfice de ces personnes,
  - (vi) l'acheteur d'un véhicule pour passagers muni d'équipement spécial, d'un camion dont le poids brut du véhicule ne dépasse pas quatre mille cinq cents kilogrammes ou d'une wagonnette, si le véhicule pour passagers, le camion ou la wagonnette doivent être utilisés principalement pour le transport personnel d'une personne qui est privée, à titre permanent, de l'usage de ses deux membres inférieurs résultant d'un état, d'une blessure, d'une défectuosité ou d'une déficience physiologiques,
  - (vii) l'acheteur d'un véhicule à moteur muni d'équipement spécial, si
    - (A) l'acheteur est un organisme à fins charitables ou à buts non lucratifs, ou qu'il donne le véhicule à un organisme à fins charitables ou à buts non lucratifs dans les trente jours qui suivent l'achat, et
    - (B) le véhicule doit être utilisé par l'organisme principalement pour le transport d'une personne privée de l'usage de ses deux membres inférieurs résultant d'un état, d'une blessure, d'une défectuosité ou d'une déficience physiologiques,

- (viii) farmers who are registered in accordance with this Act and the regulations and who purchase goods that are prescribed by regulation and are to be used directly in farming,
- (ix) fishermen who are registered in accordance with this Act and the regulations and who purchase goods that are prescribed by regulation and are to be used directly in the catching of fish,
- (x) silviculturists who are registered in accordance with this Act and the regulations and who purchase goods that are prescribed by regulation and are to be used directly in silviculture,
- (xi) wood producers who are registered in accordance with this Act and the regulations and who purchase goods that are prescribed by regulation and are to be used directly in harvesting wood, and
- (xii) aquaculturists who are registered in accordance with this Act and the regulations and who purchase goods that are prescribed by regulation and are to be used directly in aquaculture,

and for the terms and conditions under which such rebates may be made;

- (e.1) respecting the calculation of the fair value of goods for the tax on the use or consumption of such goods where such goods are used or consumed within the Province and are used or consumed frequently or substantially outside the Province, which calculation may be different for different goods;
- (e.2) respecting the reporting of matters for the purposes of subsections 5(2) and 8(2.12);
- (e.21) prescribing other goods for the purposes of subsection 5.1(2);
- (e.22) respecting the suspension, cancellation and reinstatement of the registration certificate of a vendor;
- (e.23) prescribing acts of the Legislature for the purposes of paragraph 15(1)(a);

- (viii) les agriculteurs qui sont enregistrés conformément à la présente loi et aux règlements et qui achètent des marchandises qui sont prescrites par règlement et qui doivent être utilisées directement pour l'agriculture,
- (ix) les pêcheurs qui sont enregistrés conformément à la présente loi et aux règlements et qui achètent des marchandises qui sont prescrites par règlement et qui doivent être utilisées directement pour la pêche au poisson,
- (x) les sylviculteurs qui sont enregistrés conformément à la présente loi et aux règlements et qui achètent des marchandises qui sont prescrites par règlement et qui doivent être utilisées directement pour la sylviculture,
- (xi) les producteurs de bois qui sont enregistrés conformément à la présente loi et aux règlements et qui achètent des marchandises qui sont prescrites par règlement et qui doivent être utilisées directement pour la production du bois, et
- (xii) les aquaculteurs qui sont enregistrés conformément à la présente loi et aux règlements et qui achètent des marchandises qui sont prescrites par règlement et qui doivent être utilisées directement pour l'aquaculture,

et les modalités et conditions de ces exonérations;

- e.1) concernant le calcul de la juste valeur des marchandises pour la taxe à percevoir sur l'usage ou la consommation de ces marchandises lorsqu'elles sont utilisées ou consommées dans la province et utilisées ou consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province, ledit calcul pouvant différer selon des marchandises;
- e.2) concernant la méthode requise pour aviser le commissaire aux fins des paragraphes 5(2) et 8(2.12);
- *e.21*) prescrivant les autres marchandises aux fins du paragraphe 5.1(2);
- *e.22*) concernant la suspension, l'annulation et la revalidation du certificat d'immatriculation d'un vendeur;
- *e.23*) prescrivant des lois de l'Assemblée législative aux fins de l'alinéa 15(1)a);

- (e.24) respecting the circumstances under which a registration certificate of a vendor may be suspended or cancelled under subsection 15(1);
- (e.3) respecting the exemption of persons for the purposes of subsection 15.2(1);
- (e.4) respecting the circumstances under which a registration may be suspended or cancelled under subsection 15.2(4);
- (f) defining any expression used in the Act and not herein defined;
- (f.1) respecting the collection of tax by an enforcement agent for the purposes of section 8.01 and respecting any matter considered necessary to carry out a taxation agreement referred to in section 8.01;
- (f.2) respecting the rebate of tax for the purposes of subsection 8.01(6), including the terms and conditions governing applications for and payments of the rebate;
- (g) providing in cases of undue hardship or inconvenience, including cases involving
  - (i) the purchase of goods at rummage sales, church sales or bazaars, or
  - (ii) the purchase of goods or services entering into capital investment by religious, charitable or benevolent organizations,

for exemption from tax in whole or in part and for attaching terms and conditions to such exemption;

- (g.1) prescribing goods that are exempt from tax under paragraph 11(i), (k), (tt), (uu) or (vv);
- (g.2) respecting the issuance of "P" numbers to persons for the purposes of this Act, including the requirements to be met by applicants for and holders of "P" numbers or classes of "P" numbers;
- (g.3) respecting the suspension, reinstatement, cancellation and expiration of "P" numbers or classes of "P" numbers;

- *e.24*) concernant les circonstances en vertu desquelles le certificat d'immatriculation d'un vendeur peut être suspendu ou annulé en vertu du paragraphe 15(1);
- *e.3*) concernant l'exonération de personnes aux fins du paragraphe 15.2(1);
- *e.4*) concernant les circonstances selon lesquelles une immatriculation peut être suspendue ou annulée en application du paragraphe 15.2(4);
- f) définissant toute expression de la présente loi qui ne s'y trouve pas définie;
- f.1) concernant la perception de taxe par un agent d'exécution aux fins de l'article 8.01 et concernant toute question jugée nécessaire à l'exécution de l'accord fiscal visé à l'article 8.01;
- f.2) concernant un rabais de la taxe aux fins du paragraphe 8.01(6), y compris les modalités et les conditions des demandes et de paiements des rabais;
- g) prévoyant une exonération totale ou partielle de la taxe et les modalités et conditions de cette exonération, en cas de graves ennuis ou d'inconvénients, notamment
  - (i) l'achat de marchandises à des ventes d'objets neufs ou usagés, à des ventes de charité ou à bon marché, ou
  - (ii) l'achat par des organisations religieuses, charitables ou bénévoles de marchandises ou de services faisant partie de leurs immobilisations;
- g.1) prescrivant les marchandises qui sont exonérées de la taxe en vertu de l'alinéa 11i), k), tt), uu) ou vv);
- g.2) concernant la délivrance de numéros « P » à des personnes aux fins de la présente loi, y compris les exigences que doivent satisfaire les demandeurs pour obtenir ces numéros ou ces classes de numéros « P » ou les exigences que doivent satisfaire les titulaires de ces numéros « P » ou de ces classes de numéros « P »;
- g.3) concernant la suspension, la revalidation, l'annulation et l'expiration de ces numéros « P » ou de ces classes de numéros « P »;

- (g.4) respecting the use of "P" numbers or classes of "P" numbers issued under this Act;
- (h) Repealed: 1993, c.35, s.9.
- (h.01) identifying specific goods or classes of goods that do or do not fall within the ambit of paragraph 11(ss.1);
- (h.1) identifying specific goods or classes of goods that do or do not fall within the ambit of paragraphs 11(0), (p), (q) and (ff);
- (h.2) identifying specific telephone services and telecommunication services, or classes of them, that do or do not fall within the ambit of paragraph 11(ll);
- (h.3) identifying consumers or classes of consumers that do or do not fall within the ambit of paragraph 11(ll).
- (i) Repealed: 1983, c.R-10.22, s.47.
- **59**(3) Regulations made under this section may be retroactive in their operation to March 1, 1977 or to any date after March 1, 1977.
- **59**(4) Notwithstanding subsection (3), regulations made under this section with respect to goods used or consumed within the Province and used or consumed frequently or substantially outside the Province may be retroactive in their operation to April 1, 1969 or to any date after April 1, 1969.
- R.S., c.213, s.49; 1953, c.25, s.19; 1957, c.59, s.10; 1974, c.47(Supp.), s.4; 1980, c.52, s.8; 1983, c.R-10.22, s.47; 1983, c.85, s.6; 1983, c.86, s.17; 1985, c.68, s.8; 1987, c.55, s.4; 1987, c.56, s.1; 1988, c.43, s.6; 1989, c.38, s.2; 1989, c.39, s.2; 1989, c.62, s.4; 1993, c.10, s.5; 1993, c.35, s.9; 1993, c.47, s.3; 1993, c.66, s.5; 1994, c.33, s.4; 1994, c.34, s.3; 1995, c.27, s.2; 1996, c.66, s.2; 1996, c.70, s.13.

- g.4) concernant l'utilisation de ces numéros « P » ou de ces classes de numéros « P » délivrés en vertu de la présente loi;
- h) Abrogé: 1993, c.35, art.9.
- *h.01*) identifiant les marchandises particulières ou les catégories de marchandises qui relèvent ou ne relèvent pas de l'application de l'alinéa 11ss.1);
- h.1) indiquant les catégories de marchandises ou les marchandises spécifiques qui relèvent ou ne relèvent pas des alinéas 11o), p), q) et ff);
- *h.2*) indiquant les services téléphoniques spécifiques et les services de télécommunications spécifiques, ou les catégories de ceux-ci, qui relèvent ou ne relèvent pas de l'alinéa 11ll);
- *h.3*) indiquant les consommateurs ou les catégories de consommateurs qui relèvent ou ne relèvent pas de l'alinéa 11ll).
- i) Abrogé: 1983, c.R-10.22, art.47.
- **59**(3) Les règlements établis en vertu du présent article peuvent être rétroactifs au 1<sup>er</sup> mars 1977 ou à une date postérieure au 1<sup>er</sup> mars 1977.
- **59**(4) Nonobstant le paragraphe (3), les règlements établis en vertu du présent article relativement aux marchandises utilisées ou consommées dans la province et utilisées ou consommées fréquemment ou en grande partie à l'extérieur de la province peuvent être rétroactifs dans leur application au 1<sup>er</sup> avril 1969 ou à une date postérieure au 1<sup>er</sup> avril 1969.
- S.R., c.213, art.49; 1953, c.25, art.19; 1957, c.59, art.10; 1974, c.47(Supp.), art.4; 1980, c.52, art.8; 1983, c.R-10.22, art.47; 1983, c.85, art.6; 1983, c.86, art.17; 1985, c.68, art.8; 1987, c.55, art.4; 1987, c.56, art.1; 1988, c.43, art.6; 1989, c.38, art.2; 1989, c.39, art.2; 1989, c.62, art.4; 1993, c.10, art.5; 1993, c.35, art.9; 1993, c.47, art.3; 1993, c.66, art.5; 1994, c.33, art.4; 1994, c.34, art.3; 1995, c.27, art.2; 1996, c.66, art.2; 1996, c.70, art.13.

SCI	SCHEDULE A ANNEXE A		ANNEXE A
Column I	Column II	Colonne I	Colonne II
Section	<b>Category of Offence</b>	Article	Classe de l'infraction
4	E	4	E
7(1)	E	7(1)	E
8(2)	C	8(2)	C
8(2.11)	E	8(2.11)	E
8.1(1)	C	8.1(1)	C
8.1(2)	C	8.1(2)	C
10	E	10	E
11.01(1)(b)	E	11.01(1)b)	E
11.01(2)	E	11.01(2)	E
12(a)	E	12a)	E
12(b)	E	12b)	E
12(c)	E	12c)	E
14	B	14	
15.01(1)	E	15.01(1)	E
15.01(2)	E	15.01(2)	E
24.1	E	24.1	E
43	F	43	F
44(1)	B	44(1)	B
50(1)(a)	C	50(1)a)	C
50(1)(b)	C	50(1)b)	C
50(2)	C	50(2)	C
1990, c.61, s.131; 1994,	c.33, s.5.	1990, c.61, art.131;	1994, c.33, art.5.
<b>N.B.</b> This Act is consol	idated to March 14, 2006.	<b>N.B.</b> La présente lo	oi est refondue au 14 mars 2006.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK  $^{\odot}$  IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK All rights reserved / Tous droits réservés